



Forum mondial de la Démocratie

**Le populisme  
en question(s)**

STRASBOURG 3 > 10 NOVEMBRE



#CoE\_WFD

---

# Rapport final



*Le présent rapport a été établi par le Secrétariat du Forum mondial de la démocratie sur la base des principaux éléments émis dans les différentes sessions.*

*Il a l'intention d'améliorer la compréhension des thèmes et de promouvoir toutes les recommandations connexes.*

*La plupart des initiatives novatrices et percutantes des laboratoires sont directement mentionnées dans le corps du texte dans le but d'étayer les principales conclusions, tandis que les encadrés mettent en évidence les principales contributions offertes par d'autres sessions.*

Storytelling	
Présentations éclair	
Tables rondes	
Événements satellites	

# Table des matières

Conclusions et recommandations .....	4
Un mot des organisateurs .....	8
Quelques citations des intervenants des plénières .....	8
Citoyens, partis politiques and médias : les gardiens de la démocratie .....	10
1. Engagement citoyen .....	10
2. Partis politiques .....	14
3. Médias .....	18
Annexes .....	21
Lab 1 - La démocratie hybride est-elle plus inclusive ? .....	21
Lab 2 - Corruption et populisme : la communauté international peut-elle apporter son aide ? ....	24
Lab 3 - Vérification des faits – le jeu en vaut-il la chandelle ? .....	26
Lab 4 – Faire en sorte que les votes comptent plus.....	28
Lab 5 – Démocratie participative – un antidote au populisme ? .....	30
Lab 6 – Déconnexion des citoyens – les partis peuvent-ils s’ouvrir ? .....	34
Lab 7- Eclater les caisses de résonance des médias sociaux.....	37
Lab 8 - Corruption et populisme : les initiatives de surveillance communautaire peuvent-elles apporter leur aide ? .....	39
Lab 9 - Fake news: la vérification des faits fonctionne-t-elle ? .....	44
Lab 10 - ArtiVism contre le populisme .....	47
Lab 11 – La démocratie peut-elle survivre sans médias de service public ? .....	50
Lab 12 - Big data : faire campagne ou manipuler ? .....	53
Lab 13 – Education civique – dans quelle mesure renforce-t-elle la capacité à la résilience face au populisme ? .....	55

# Conclusions et recommandations

La sixième édition du Forum mondial de la démocratie a rassemblé plus de 2 000 participants venus de plus de 80 pays. Des personnalités politiques et des responsables de la scène internationale ont présenté leurs positions concernant le populisme et ses effets sur les partis traditionnels et les structures des médias, ainsi que sur le multilatéralisme. Des acteurs de la société civile, des personnalités politiques, des experts, des journalistes et des responsables de jeunesse ont examiné lors de laboratoires des initiatives innovantes pour combattre les tendances populistes et préserver les systèmes démocratiques pluralistes et ouverts.

## *Pourquoi parler du populisme ?*

Actuellement, le populisme est la troisième force politique d'Europe derrière le conservatisme et la social-démocratie, étant donné que 19% des électeurs votent pour des partis populistes en Europe. Les partis de gauche et de droite anti-establishment sont devenus des forces incontournables, suivant une tendance qui en trente ans a réduit l'extrémisme à un phénomène marginal. On ne sait pas bien dans quelle mesure leurs idées autoritaires et anti-libérales seront reprises par les partis traditionnels<sup>1</sup>.

Dans un certain nombre de pays où des sondages ont été réalisés, la moitié de la population considère la démocratie représentative comme une façon bonne ou très bonne de gouverner. Cependant, dans l'ensemble des pays, les attitudes de soutien à la démocratie coexistent avec l'acceptation à des degrés divers de l'ouverture à des formes non démocratiques de gouvernance, y compris lorsque les pouvoirs publics sont aux mains de technocrates, d'un homme fort ou de militaires. Les pays qui ont un système plus démocratique et qui connaissent une certaine prospérité sont davantage attachés à la démocratie représentative<sup>2</sup>.

Dans la quasi-totalité des pays, la plupart des habitants adoptent aussi dans le même temps une autre forme de démocratie qui met moins l'accent sur les représentants élus. Une médiane mondiale de 66% considèrent la démocratie directe – où les

citoyens et non des notables élus se prononcent par des votes contraignants sur les grandes questions – comme une bonne façon de gouverner. Cette idée est particulièrement populaire parmi les populistes d'Europe occidentale.

En effet, l'angoisse liée à la mondialisation, aux migrations, au terrorisme ou aux inégalités de revenus fait naître chez nos contemporains le sentiment qu'ils n'ont pas la maîtrise de leur vie. Les responsables politiques tendent à réagir à ces peurs par le prisme de « l'Etat-nation » comme si c'était là la seule option disponible. Cela conduit à désigner certaines communautés comme boucs émissaires, à s'en prendre à des minorités comme les migrants, les réfugiés, les LGBTI, les Roms etc.

Pour faire face aux principaux dysfonctionnements de notre époque, il faut que les partis politiques élaborent des réponses convaincantes, mais aussi qu'ils soutiennent les électeurs confrontés à ces dysfonctionnements de façon à ne pas les laisser seuls face aux forces du marché. Le populisme prospère sur l'absence de perspectives d'avenir convaincantes offrant à toute personne à la fois justice et égalité des chances.

Les électeurs doutent que les partis établis et les parlements les représentent comme il convient. L'image de la démocratie représentative a été ternie par les pratiques illégales de fonctionnaires et de responsables politiques, comme la corruption et la fraude fiscale. C'est pourquoi, outre des perspectives claires, il importe de favoriser une participation active des citoyens. Un certain nombre de pratiques / initiatives de démocratie participative ont été examinées lors du Forum mondial de la démocratie.

Le large recours aux technologies a facilité la participation démocratique et le sentiment de se prendre en mains dont témoigne l'apparition de mouvements civiques qui expérimentent à la fois des initiatives de participation citoyenne directe et d'autres qui sont fondées sur les nouvelles formes de représentation et de processus délibératifs. Ces pratiques et initiatives avaient toutes en commun le souci de donner un mandat clair aux citoyens, leur permettant de faire des choix éclairés sur une période prolongée, les résultats étant pris en compte par les élus. Cependant, certains se sont demandé quelle était la nature exacte de ces initiatives (du secteur privé ou public), leur parrainage, la transparence qui les caractérisent et leur incapacité relative de traiter les questions substantielles. Les participants ont aussi évalué le

<sup>1</sup> [Indice du populisme autoritaire Timbro 2017.](#)

<sup>2</sup> [Globally, Broad Support for Representative and Direct Democracy](#), de l'ONG *PEW Research Center*, octobre 2017.

risque de décevoir davantage la population par de telles initiatives.

### *Médias sociaux : moyens non plus d'égaliser, mais d'amplifier*

Les innovations technologiques ont permis aux responsables politiques de s'engager directement auprès d'un éventail plus large d'électeurs. Le système d'Internet à haut débit était considéré d'abord comme favorisant réellement la démocratie en donnant à tous les mêmes possibilités d'intervention, comme une vraie promesse de démocratie donc. Internet et les médias sociaux ont de fait permis comme jamais auparavant de s'informer, d'encourager la communication à l'échelle mondiale et de mobiliser des mouvements sociaux.

Cependant, les inventions technologiques telles que les plateformes en ligne et les méga-données sont exploitées aujourd'hui pour commettre des crimes de haine et se livrer à de la désinformation. En outre, les médias sociaux servent parfois d'amplificateurs du populisme autoritaire par des discours simplistes. Il est préoccupant de constater la disparition des modérateurs comme les médias traditionnels qui respectaient des normes communes de décence, de respect de l'adversaire et de débat fondé sur des faits. A la différence de ces anciens médias, les opérateurs des systèmes technologiques ne sont pas jugés responsables de l'effet négatif de contenus sur un débat politique pluraliste, fondé sur des faits.

Différents points de vue ont été exprimés sur la façon d'appréhender les médias sociaux dans le paysage actuel. Certains pensent qu'ils ne devraient plus être considérés comme des plateformes, mais comme des éditeurs et donc être soumis à une réglementation, d'autres qu'ils devraient s'en tenir au « code de la route » : distinguer informations et opinions, envisager toutes les versions d'une histoire, utiliser seulement les réactions caractéristiques des médias traditionnels et éviter les recours judiciaires. Bref, il paraît préférable de favoriser le débat contradictoire pour combattre le populisme plutôt que d'adopter une « ligne éditoriale ».

Les participants ont prôné avec force la défense de l'intégrité des journalistes et de leur capacité de dénoncer les « mensonges de responsables politiques ». Le combat de la presse pour la liberté d'expression reste essentiel.

### *Le multilatéralisme en question*

La remise en cause des partis traditionnels au niveau interne va de pair avec la contestation du multilatéralisme et du fonctionnement d'organisations qui ont façonné les relations internationales depuis la fin de la Seconde guerre

mondiale au niveau régional et mondial. Cette tendance est considérée comme préoccupante alors même qu'apparaissent des puissances mondiales peu démocratiques, considérées comme des contre-modèles éventuels. Bien qu'on ait pensé jusqu'ici que les institutions multilatérales avaient été utiles dans leur rôle de prévention et de règlement des conflits, des voix se sont fait entendre pour prôner une culture de résultats et la capacité de l'ONU de mettre en œuvre ses résolutions, notamment pour faire en sorte que l'excellent travail réalisé par le biais des ODD permette d'arriver à des résultats concrets.

## Recommandations

---

### Aux partis politiques

- Elaborer des perspectives courageuses et convaincantes – loin des plateformes consacrées à un problème unique – pour traiter les « dysfonctionnements » actuels (concernant le climat, les migrations, les technologies etc.) associées à l'élaboration de feuilles de route progressives claires ;
- Recourir davantage aux TIC pour favoriser la démocratie, par une participation plus large aux débats et aux processus de décision au sein des partis à l'aide de moyens numériques permettant des face-à-face. Les plateformes électroniques doivent être claires, transparentes et accessibles à tous.
- Veiller à ce que les listes électorales représentent plus largement la société dans laquelle fonctionnent les partis.
- Renforcer et appliquer les codes de déontologie par le recours aux mécanismes de sanction.

### Aux médias et aux médias sociaux<sup>3</sup>

- Continuer de soutenir les médias d'investigation pour faire la lumière sur le financement des partis, la corruption, les inégalités etc.
- S'associer aux partenariats internationaux de contrôle des faits en se fondant sur : l'alliance de médias d'orientation différente, la transparence et le suivi de l'effet de cette façon de faire sur les lecteurs ;

---

<sup>3</sup> Voir aussi : Conseil de l'Europe, rapport DGI(2017)09 intitulé : « Information Disorder : toward an interdisciplinary framework for research and policy making ».

- Faire en sorte que le modèle économique garantisse l'indépendance des médias grâce notamment au financement participatif (*crowdfunding*), au journalisme citoyen ou au journalisme de solutions ;
- Etre davantage disposés à l'autocritique, être conscients qu'il faut agir collectivement pour préserver la démocratie en ligne ;
- Appliquer davantage d'autorégulation et / ou être davantage en rapport avec des institutions comme le médiateur pour combattre le discours de haine ;
- Fournir aux lanceurs d'alerte des canaux de communication sûrs et une aide juridique.

### Aux autorités nationales

- Améliorer les systèmes électoraux pour renforcer la participation ;
- Encourager la participation citoyenne par des assemblées de citoyens et d'autres mécanismes ;
- Renforcer l'indépendance éditoriale et la viabilité financière des médias de service public et faire preuve de davantage de vigilance en ce qui concerne le respect des normes applicables dans ce domaine, en particulier la protection des journalistes ;
- Consacrer certains bâtiments et espaces publics à la participation citoyenne.
- Renforcer les politiques d'intégration ;
- Réexaminer les systèmes d'études politiques à grande échelle en se fondant sur les avantages du modèle de fondations politiques. Il faudrait surtout mettre l'accent sur la connaissance et la maîtrise des médias.

### Aux collectivités locale et régionales

- Launch participatory democracy initiatives (participatory budgeting, citizens' assemblies etc.).
- Explore alternative voting rules (e.g. evaluative voting, etc.) in local and regional elections, together with impact analysis to assess their effective impact on voter turnout.

### A la société civile

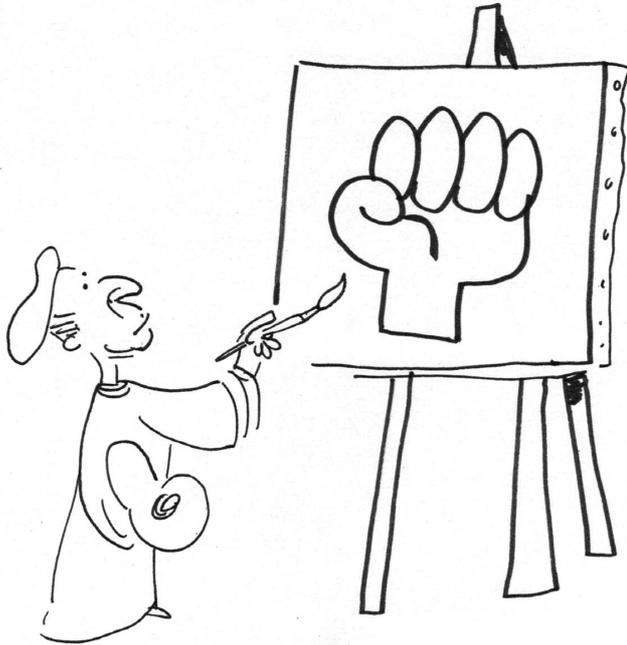
- Coopérer avec les médias et les instances judiciaires pour combattre la corruption politique.

### Au Conseil de l'Europe et aux autres organisations internationales

- Explorer des moyens d'étudier et de suivi pour assurer la qualité des pratiques de démocratie participative ;
- Etablir et suivre les normes d'exploitation des méga données pour les campagnes politiques. Veiller à ce que les normes soient applicables et à ce qu'elles soient effectivement appliquées ;
- Relever véritablement les défis des migrations et de l'intégration par une meilleure répartition des tâches entre les organisations internationales concernées :
  - L'ONU pour faire face aux flux migratoires ;
  - Le Conseil de l'Europe pour contribuer à améliorer les politiques d'intégration, en se fondant sur les droits de l'homme, l'état de droit et l'acceptation de la diversité.
- Renforcer la gouvernance des institutions multilatérales pour incorporer l'apport direct des organisations de la société civile, des universitaires et autres groupements citoyens, et rendre des comptes à ceux-ci sur le modèle des Objectifs de développement durable (ODD).



Talk about Populism  
with nuances.



Salles

## Un mot des organisateurs

*Le populisme revêt plusieurs formes et recouvre diverses définitions mais constitue le plus souvent le symptôme d'un véritable malaise démocratique.*

*La démocratie doit être fondée sur la confiance et sur l'équilibre, ce dernier étant garanti par l'alternance des pouvoirs et par le recours à un dialogue constructif. Cependant, cette confiance s'érode rapidement. De nombreux citoyens sont aujourd'hui convaincus que les acteurs de la démocratie libérale, en premier lieu les partis traditionnels et les médias, ne servent pas ou plus leurs intérêts. Ils se sentent abandonnés par la démocratie libérale et recherchent désormais de nouvelles opportunités de participation à la vie politique.*

*C'est ce sentiment de désespoir qui est exploité par l'idéologie populiste.*

*Certains populistes entendent porter la voix de celles et ceux qui se considèrent exclus du « système » et déclarent vouloir mettre en place des politiques plus justes, plus équitables et plus durables. D'autres, détournent, manipulent, et instrumentalisent le débat politique par le biais de discours agressifs, en s'attaquant aux valeurs libérales qui fondent nos sociétés. Ils sapent continuellement le rôle des institutions judiciaires et multilatérales, le pluralisme et la liberté d'expression.*

*Le consensus autour de la démocratie libérale est né des immenses souffrances engendrées par la Seconde Guerre. Durant l'ère industrielle, les partis politiques et les médias ont été les gardiens de la démocratie libérale. Désormais, à l'ère d'internet et des médias sociaux, il est impératif de repenser la démocratie en profondeur et de replacer les citoyens au cœur de l'action publique.*

*Ainsi, le Forum mondial de la démocratie 2017 sera l'occasion pour les dirigeants politiques, les militants et les acteurs du changement du monde entier de confronter leurs pratiques. Cet échange d'expériences doit avant tout permettre de démontrer que l'expansion des populismes n'a rien d'inexorable.*

Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Jean-Baptiste Mattéi, Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe,

Jean Rottner, Président de la Région Grand Est

Roland Ries, Maire de Strasbourg

## Quelques citations :

*«Je crois que le populisme n'est pas tant lié à la situation économique. C'est plutôt une tempête parfaite suscitée par les médias sociaux émergents, des méga données et le fait que les sociétés occidentales évoluent à un rythme rapide et qu'il y a un contrecoup dans ce changement. »* Reuf Bajrović, ancien ministre de l'Énergie, des Mines et de l'Industrie de la Fédération de Bosnie-Herzégovine

*«Lorsque nous parlons de populisme, ou de politique d'un parti, il faut reconnaître la détérioration de la politique ou la négligence... Il est extrêmement important de savoir pourquoi le populisme se développe, les politiciens doivent se demander s'il y a un fossé entre eux et le grand public... c'est la mission la plus importante pour un politicien. »* Masazumi Gotoda, membre de la Chambre des Représentants, Parti libéral-démocrate du Japon

*«Que peut apprendre un parti politique de la société civile et des mouvements de justice sociale ? Nous essayons d'impliquer les plus marginalisés... si nous parlons de réfugiés, nous devons inviter des réfugiés autour de la table, si nous parlons d'immigration, nous devons inviter des migrants autour de la table... ceux qui sont au plus près des problèmes sont aussi au plus près des solutions. »* Carmen Perez, militante des droits civiques et représentante de la Marche des femmes

«Est-il possible de garantir une différenciation entre les informations et les opinions ? C'est difficile... comme les citoyens ont des opinions, les journalistes ont eux aussi des points de vues. Le défi est de s'assurer qu'une certaine forme de séparation soit maintenue entre rapporter des nouvelles/faits et donner son opinion ». Siddharth Varadarajan, Inde, Rédacteur fondateur de The Wire.

«L'éducation nous rapproche, elle nous fait penser de façon plus désintéressée. Dans toutes les sociétés où l'éducation est renforcée, la démocratie fleurit, les droits de l'homme se renforcent et le populisme n'a aucun moyen de se développer.» Kemal Kılıçdaroğlu, Turquie, Président du Parti républicain populaire

«Le populisme est un problème, mais il y a aussi d'autres problèmes... un problème majeur est la façon dont les partis sont financés ; dans de nombreux pays c'est un scandale... nombreux sont ceux qui ne se sentent pas inclus dans la politique... nous devons changer nos institutions pour les rendre moins vulnérables au populisme.» Stéphane Dion, Canada, envoyé spécial du Premier ministre pour l'UE et l'Europe

«La démocratie, c'est agir... il faut s'attaquer aux vrais problèmes, en particulier en cette période d'insécurité économique qui est très difficile pour beaucoup... il est important de parler des perturbations qui affectent le monde. » Helen Clark, Nouvelle-Zélande, ancienne Première ministre de la Nouvelle-Zélande

«Une fois que les populistes prennent le pouvoir, ils ne le rendent pas... ils sont passés champions dans la confiscation» Nathalie Loiseau, France, Ministre déléguée aux Affaires européennes

«Quand je regarde les institutions de Bretton Woods, je vois des signes de décomposition... Nous sommes confrontés à un changement parallèle de redynamisation des institutions de la gouvernance mondiale. » Kevin Rudd, ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de l'Australie et président de la Commission indépendante sur le multilatéralisme

«Le Conseil de l'Europe, avec l'Union européenne, est la meilleure preuve que le multilatéralisme agit pour prévenir et contenir les conflits. » Terje Rød-Larsen, Institut international pour la paix

«Nous avons besoin de mesures temporaires, telles que des quotas dans les parlements, afin d'encourager les politiciens réfractaires à autonomiser les femmes. » Thea Tsulukiani, Géorgie, Ministre de la Justice de la République de Géorgie

«L'engagement des jeunes commence par leur autonomisation et leur participation au processus politique : notre étude montre que les moins de 30 ans représentent moins de 2% des parlementaires mondiaux. » Anda Filip, Union parlementaire internationale, Directeur pour les Etats membres et les relations extérieures.



# Citoyens, partis politiques et médias : les gardiens de la démocratie

## 1. L'engagement citoyen

Si "le peuple" était décrit par les dirigeants populistes comme une entité monolithique, la seule réponse possible pour les initiatives du Forum mondial de la démocratie était d'aller à la rencontre des citoyens, de découvrir leurs soucis, leurs opinions et talents, de les encourager à saisir leurs droits politiques, bref, de favoriser une citoyenneté active. Faisant écho aux préoccupations concernant l'inégalité sociale et aux visions politiques manquantes face à la mondialisation et à ses perturbations majeures (innovation technologique, migration, changement climatique, sécurité, par exemple), de nombreux débats en laboratoire ont porté sur les solutions permettant de surmonter la déconnexion des citoyens de la politique. Comment pouvons-nous commencer à habiliter les gens qui veulent « reprendre le contrôle », de sorte qu'ils n'aient pas besoin d'un leader fort ou de laisser les militaires le faire à leur place ? Comment pouvons-nous leur assurer, ainsi qu'à leurs enfants, un avenir confiant dans les sociétés très diversifiées, pluralistes dans lesquelles nous vivons ?

In front of such violence,  
We've got to be stronger!



Salles



### Comment devenir militant ?

Ms Leyla Şahin Usta, Turquie, Députée et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Si vous n'abandonnez pas et si vous menez votre lutte de façon satisfaisante, il n'y a pas de défi que vous ne pouvez surmonter. Telles sont les paroles inspirantes et pleines d'espoir prononcées par Leyla Şahin Usta dans son discours. La députée turque a raconté comment sa lutte personnelle contre l'interdiction du port du foulard islamique dans la fonction publique et les institutions éducatives et politiques en Turquie a façonné sa personnalité et fait d'elle une militante. Cette interdiction l'obligea à quitter la Turquie pour l'Autriche où elle put terminer ses études de médecine. Ce défi personnel a fait d'elle la personne qu'elle est aujourd'hui. Sans lui, elle serait devenue un médecin ordinaire au lieu d'être une militante des droits de l'homme. Selon elle, « tout le monde devrait devenir militant et faire ce qui doit être fait au bon moment et au bon endroit ».

Voir la vidéo :

<https://vodmanager.coe.int/coe/webcast/coe/2017-11-09-4/fr>

### La participation des citoyens au processus décisionnel

Une première réponse apportée par ce débat de trois jours a été d'offrir aux citoyens de nouvelles possibilités de participer aux processus politiques, non seulement pour exprimer leurs problèmes et protester lors d'auditions publiques et d'élections, mais aussi pour participer - plus fréquemment et plus substantiellement - aux processus de recherche de solutions et de prise de décisions.

Certains laboratoires se sont penchés sur des exemples d'initiatives et de pratiques de démocratie participative, avec de multiples formes d'engagements citoyens. La plupart d'entre eux ont exprimé le désir d'aller au-delà de la consultation et d'élaborer conjointement des politiques publiques.

Les laboratoires concernés ont mis en évidence deux conditions préalables importantes pour que

ce processus de co-conception soit efficace : davantage d'investissements dans l'éducation populaire et plus d'efforts pour rendre la participation des citoyens plus inclusive.

En fait, la participation ne peut être incisive et significative que si les participants sont capables de réfléchir de façon critique aux problèmes. En outre, pour éviter la seule participation des citoyens les plus instruits, ces possibilités d'éducation doivent être omniprésentes et pouvoir atteindre les groupes cibles les plus vulnérables.

Le défenseur argentin du public des services de communication audiovisuelle est un exemple réussi d'une large participation capable de canaliser la voix des citoyens d'une manière systématique. En fait, 20 audiences publiques régionales, trois réunions nationales et d'innombrables cours de formation ont été organisés pour assurer la participation des citoyens, même dans les régions reculées. 4 940 personnes ont assisté aux audiences publiques et 10 866 personnes ont participé aux étapes liées à son organisation depuis 2013. Les participants ont été priés de formuler des recommandations qui façonneraient l'avenir de la programmation audiovisuelle des médias publics, la rendant plus représentative et intéressante pour les diverses composantes de la société argentine.

Impliquer les citoyens dans l'élaboration des politiques publiques ne doit pas se faire de manière ponctuelle, comme le montre l'Assemblée des citoyens irlandais. Grâce aux conseils d'experts impartiaux, les 99 membres citoyens examinent des sujets tels que le droit à l'avortement, les changements démographiques, le changement climatique, etc. Leurs conclusions ont constitué la base d'un certain nombre de rapports et de recommandations qui seront soumis aux Chambres de l'Oireachtas, le législateur irlandais, pour être débattus par les représentants élus. Dans sa première mouture, elle était composée de 66 citoyens choisis au hasard pour être largement représentatifs de la société selon le recensement, plus 40 politiciens, qui, persuadés, ont changé d'avis au cours des discussions. Bien que les participants aient été convaincus de ses avantages tant en ce qui concerne l'élaboration de politiques créatives et durables que de son utilité pour mieux comprendre la complexité des processus décisionnels politiques, ils sont également convenus qu'il fallait multiplier les possibilités de formation à la démocratie participative, comme les jeux de simulation politique dans les programmes scolaires. La qualité de ces processus, par une

véritable ingénierie démocratique, a donc été considérée comme aussi importante que le résultat.



### Tables rondes participatives pour les victimes des conflits armés, Colombie

Mme Paula Gaviria Betancur, Conseillère du Président Santos

Au cours du conflit armé colombien, les victimes civiles ont été pour la plupart invisibles. En 2005, une organisation de la société civile a commencé à écouter leurs récits et à faire pression pour défendre leurs droits. En 2007, le Congrès colombien a débattu d'une loi visant à promouvoir leur accès à la justice et à l'indemnisation. En 2011, lorsque le président Santos est arrivé au pouvoir, il a présenté au Congrès un nouveau projet de loi, connu sous le nom de « loi de réparation des victimes », qui vise à mettre en œuvre la politique de réparation la plus complète du monde. Depuis, des tables rondes participatives pour les victimes ont été organisées dans chaque municipalité. Comme l'a dit Mme Gaviria Betancur, « cette initiative a reconstruit la confiance des citoyens dans l'État et a redonné aux individus une valeur de démocratie ».

Voir la vidéo:

<https://www.coe.int/fr/web/world-forum-democracy/lightning-talks-2017>

### Initiatives de surveillance communautaire

Une deuxième réponse concerne l'accroissement de la transparence et de la responsabilisation des élus et des partis politiques, afin de permettre aux citoyens de faire des choix plus éclairés. Comme il ne s'agit que du rôle des médias, il a été souligné qu'en raison notamment de la pression économique actuelle sur les médias (locaux) avec leurs modèles d'affaires fragiles, les initiatives de surveillance communautaire - tout citoyen qui documente une injustice ou un autre acte répréhensible et partage cette preuve avec un auditoire, y compris les journalistes, Internet ou les médias sociaux - étaient un complément nécessaire pour révéler la corruption et d'autres formes de comportements élitistes abusifs.



## Du Fake aux faits

Face à la prolifération des fausses nouvelles via les médias sociaux, à la propagation et à la « normalisation » des comportements incivils et manipulateurs dans la sphère publique par les partis populistes et extrémistes à des fins politiques, des demandes accrues d'information factuelle se sont manifestées. Alors que les chercheurs, les décideurs politiques et les médias opèrent selon des logiques, des intérêts et des calendriers différents pour leur action, il est urgent de réexaminer les responsabilités de la recherche et du monde universitaire, des politiciens et de l'administration publique, ainsi que des médias et de la société civile organisée, et de refondre leurs partenariats stratégiques.

Voir la vidéo du débat :

<https://www.coe.int/fr/web/world-forum-democracy/-/from-fake-to-fact-video-available>

Sur *Vouliwatch*, une plateforme en ligne grecque, les citoyens peuvent suivre les votes et les comportements des députés et comparer les positions politiques pour comprendre le paysage politique. Chaque député a un profil individuel qui fournit des renseignements sur sa fonction, son comité, son parti, son histoire politique et sa déclaration financière. Mais pour rétablir la confiance dans la démocratie, il est également nécessaire de renforcer le dialogue entre la société civile et l'élite politique. Par conséquent, *Vouliwatch* permet aux citoyens de poser des questions aux députés par le biais du site Web - les questions sont surveillées par des webmasters qui les approuvent avant qu'elles ne soient adressées par courrier électronique aux députés, dont les réponses sont ensuite publiées sur la plate-forme. Par exemple, les citoyens peuvent demander à leurs représentants les raisons de leur comportement électoral sur des sujets spécifiques, mais ils peuvent aussi leur faire part de leurs réflexions et propositions.

De même, par le biais de Partidos Públicos, un projet de la fondation chilienne Ciudadano Inteligente, les citoyens peuvent s'informer entre autres sur les revenus et les dépenses d'un parti, leurs dernières décisions, les mécanismes de prise de décision, comment les rejoindre, la présence nationale et le nombre de militants, la participation des groupes historiquement exclus parmi ses membres. Le premier défi auquel ces

initiatives ont dû faire face a été l'accès aux données. Dans le cas du Chili, un énorme scandale financier politique a favorisé une pression en faveur d'une réforme juridique forçant les partis politiques à publier un certain nombre de données concernant leurs finances, leur organisation, leur prise de décision et les liens avec d'autres structures et institutions, etc. Cependant, ce type d'information est encore difficilement accessible et lisible. La coopération entre les partis eux-mêmes, les journalistes et les bénévoles est fondamentale pour relier d'autres informations pertinentes aux données financières. Le travail des initiatives de surveillance communautaire semble fondamental tant que les textes juridiques n'incluent pas de demandes de visualisation ou d'autres méthodologies pour rendre l'information publiée plus accessible à un public plus large. Cumuleo.be s'attaque à ce problème en collectant, analysant et résumant les données, aidant ainsi le citoyen à comprendre les activités des politiciens. Les éléments publiés par Cumuleo.be sont régulièrement cités par la presse et discutés sur les médias sociaux, contribuant ainsi à maintenir le débat sur les mandats cumulés et les conflits d'intérêts dans les débats publics. La discussion sur la portée d'un public plus large a également été soulignée par plusieurs participants.

## Artivism – l'art et la culture, facteurs d'engagement citoyen

Il est certain que pour réconcilier les citoyens avec les politiques, il fallait de nouvelles formes et méthodologies de mobilisation. Lors de la séance d'ouverture "Des chiffres et des faits", la participation culturelle a été mise en corrélation avec la tolérance, la confiance avec la citoyenneté active. Les activités culturelles peuvent aider les individus à s'engager dans un véritable dialogue et à ne pas se laisser piéger par les solutions simplistes des populistes.

Les participants du Forum se sont penchés sur la culture populaire et les arts en général pour s'inspirer, reconnaissant leurs succès sans égal pour attirer l'intérêt populaire au fil du temps. Il a été reconnu que les discours politiques populistes avaient pour but de déclencher une réaction émotionnelle de la part du public cible, dissimulant ou détournant l'attention des changements politiques fondamentaux. Par conséquent, la plupart des décisions politiques semblaient être le produit final d'un processus émotionnel plutôt que

le résultat de la pensée rationnelle (cf. débat "Du fake au fait").

Cette prise de conscience souligne la nécessité d'utiliser de nouveaux outils, de nouvelles langues et de nouvelles méthodes pour rendre le militantisme plus efficace et lui permettre d'atteindre un public plus large. C'est ainsi que l'École d'Activisme Créatif a lancé un modèle de formation de 4 à 5 jours qui utilise les techniques de la culture populaire et des pratiques artistiques pour améliorer la capacité des acteurs de la société civile à mobiliser les citoyens pour des causes politiques.

Le documentaire « *Boiling point* » a été produit pour promouvoir le dialogue entre et le respect des personnes d'opinions opposées, alors que depuis 2015, le pays est divisé en raison de la crise des réfugiés et de l'émergence des "vrais Finlandais". A cause de cette division, les individus ne discutent qu'avec des personnes partageant les mêmes idées ou préfèrent éviter le sujet. L'objectif du documentaire est de sensibiliser tout le monde, même les personnes aux opinions populistes et racistes. Avec 738 projections, y compris les débats politiques qui ont suivi, le documentaire conçu « pour être regardé ensemble partout où les gens se rencontrent » a touché les foyers privés et les espaces publics en Finlande et dans 20 autres pays.

## Le Forum mondial de la démocratie : expérience vécue de participation et de co-conception

Depuis la première édition du Forum mondial de la démocratie, la participation citoyenne est un sujet récurrent car elle a été considérée comme un élément clé pour faire progresser la gouvernance démocratique dans le monde.

Cette 6ème édition a présenté pour la première fois des sessions de design et une assemblée délibérante pour capitaliser sur l'expertise et la créativité des participants

Les connaissances et la créativité des participants ont été particulièrement appréciées et valorisées lors de la session de conception "*Une agora pour le XXIe siècle*", qui a tenté d'imaginer l'espace physique idéal pour la participation citoyenne. La session a proposé des constructions pour plusieurs villes sur la base de styles architecturaux spécifiques, de contraintes d'espace et d'autres réglementations et considérations locales, en relevant les défis suivants : comment faire à

posteriori des changements dans des lieux où les espaces ne sont pas suffisants pour permettre la démocratie participative, pour permettre aux gens de vivre heureux, sains et sûrs ; comment convaincre et encourager les promoteurs - souvent motivés par le profit - à prendre en compte la nécessité de ces espaces et à les intégrer dans leurs plans ; et enfin comment arrêter ou inverser la perte d'espace public...

Les participants se sont mis d'accord sur un minimum de prérequis : ces espaces doivent être accessibles, sans hiérarchie, définis et adaptés à la vie quotidienne - éventuellement intégrés dans les lieux de passage et de fréquentation des personnes dans leur flux quotidien à travers la ville, au lieu de créer de nouveaux sites et d'attendre des gens qu'ils s'y déplacent. La séance de conception a souligné l'importance que ces espaces soient un « espace intermédiaire » entre les citoyens et les institutions.

Selon les experts en urbanisme qui ont animé la session, la ville est un espace qui évolue tous les trente ans. Le projet de développement de l'agora moderne est donc considéré comme un projet à long terme, mais certaines interventions qui peuvent déjà être faites pour adapter les espaces existants.

L'expertise des participants a été canalisée dans l'Assemblée des participants du Forum, qui a offert la possibilité d'expérimenter directement des formes de démocratie participative en débattant et en votant pour une recommandation clé du Forum : le rôle des instances citoyennes dans nos démocraties. Jusqu'où doit s'étendre leur pouvoir ? Comment les membres devraient-ils être élus ? Un groupe d'experts a développé cinq propositions et en a exposé les avantages et les inconvénients. Après d'intenses délibérations parmi les participants, en particulier sur la manière dont ces instances citoyennes pourraient s'intégrer dans les institutions existantes, le groupe d'expert a élaboré trois propositions. Soumises au vote des participants, toutes les trois ont été adoptées, mais la grande majorité des voix a été accordée à la proposition qu'une telle assemblée devrait jouer un rôle dans la proposition de projets de loi au Parlement. A ce jour, il n'existe pas de textes internationaux contraignants obligeant les pouvoirs publics à associer les citoyens aux processus décisionnels. Est-il possible de légiférer sur un processus démocratique spontané et pluridimensionnel fondé sur la participation citoyenne, au-delà des principes génériques ?

## Les cinq recommandations des participants du Forum pour le vote

1. Les partis (traditionnels et émergents) devraient s'efforcer de proposer des visions et des programmes inclusifs qui apportent des avantages à tous les citoyens, et pas seulement à une partie des électeurs.

2. Les plateformes et initiatives participatives et délibératives (assemblées de citoyens, jurys, forums, etc.) devraient être intégrées de manière structurelle dans les processus décisionnels afin d'équilibrer les tendances oligarchiques de la démocratie électorale.

3. Les médias sociaux devraient être réglementés et tenus responsables de leur impact sur un débat politique pluraliste, factuel et sans haine, au même titre que les médias traditionnels.

4. L'utilisation de plates-formes électroniques et de mégadonnées dans les activités des partis et pour la mobilisation politique et les campagnes électorales devrait être transparente et vérifiable.

5. Les organisations de la société civile qui défendent les droits de l'homme et l'égalité contre les attaques des populistes devraient s'entendre sur un agenda et une stratégie communs à travers les clivages politiques identitaires.

Une troisième possibilité de participation active du public a été offerte par le vote en ligne. On a demandé aux participants de voter pour cinq des recommandations du Forum, en utilisant un nouveau système électoral - le vote par sondage aléatoire - combiné à l'option de vote évaluatif.

En recevant un bulletin de vote à l'entrée des salles des laboratoires, les participants ont été choisis au hasard pour voter pour l'une des cinq recommandations. En fait, chaque bulletin de vote contenait un code d'accès personnel associé à une seule des cinq recommandations, ainsi que deux codes de vote distincts correspondant aux deux options (OUI et NON). C'est la distribution aléatoire des bulletins de vote aux participants qui a rendu possible la sélection au hasard.

En plus du premier système de vote par oui ou non, les participants pouvaient alors évaluer chaque recommandation en fonction du vote évaluatif.

Le taux de participation à l'expérience de démonstration était plutôt faible (moins de 20 %), mais des résultats intéressants peuvent être extrapolés. La participation électorale a été uniforme pour les cinq recommandations. Trois d'entre elles ont obtenu un soutien écrasant, c'est-à-dire la n°4, suivi de la n°1 et de la n°3 (avec environ 90% des électeurs en leur faveur). Les deux autres recommandations (n° 2 et n° 5) ont obtenu 75 % des approbations.

En ce qui concerne l'option évaluative, les notes de -2 à +2 données par les participants ont permis de diviser les cinq conclusions du Forum en trois groupes. Tout d'abord, la recommandation n. 4 a été clairement accueillie favorablement par les participants avec une note moyenne de 1,55. Deuxièmement, si elles ne sont pas rejetées, les conclusions 3 et 5 ont obtenu des moyennes beaucoup plus faibles (0,85 et 0,82, respectivement). Enfin, les conclusions 1 et 2, avec des moyennes (1,25 et 1,19), forment le troisième groupe. La conclusion 4 est aussi la conclusion gagnante du vote par sondage aléatoire. En d'autres termes, les deux systèmes ont produit des résultats égaux.

## 2. Partis politiques

En ces temps de déconnexion croissante entre les citoyens et les élites politiques, le rôle des partis traditionnels, en tant qu'intermédiaires politiques pour consolider l'opinion publique et faire entendre la voix des citoyens, est remis en question. Leur légitimité est d'ailleurs sapée : les gens votent moins, participent moins et s'identifient moins à eux. La confiance dans les institutions n'a jamais été aussi basse : les enquêtes mondiales du Pew Research Center présentées lors de la séance d'information ont mis en évidence un manque général d'engagement envers l'idée de démocratie. Même si 78% des personnes sont favorables à la démocratie représentative et 66% en faveur de la démocratie directe, nombreuses sont celles qui soutiennent les systèmes de gouvernance non démocratiques : 40% appuieraient la gouvernance par des experts, 26% celle d'un dirigeant fort et 24% par les militaires. L'engagement en faveur de la démocratie est plus fort dans les pays riches, ainsi

que dans ceux qui ont une plus longue expérience de la démocratie.



Le populisme, tel qu'il est ressorti de ces trois jours de débat, n'est rien de plus que la conséquence de "l'échec des partis et des politiciens à tenir parole". Comment rétablir la confiance dans les partis et les institutions démocratiques? Comment renforcer la coopération entre les acteurs concernés (institutions parlementaires, partis et citoyens)? Comment les partis traditionnels peuvent-ils mieux tirer parti des nouvelles possibilités technologiques pour responsabiliser leurs membres et leurs électeurs? Quels mécanismes et règles électorales peuvent-ils faire en sorte que les votes électoraux comptent davantage? Certains laboratoires se sont penchés sur ces défis particuliers et ont proposé des idées concrètes de solutions possibles.

### Ouverture des partis politiques traditionnels

Le Forum a souligné qu'il était urgent que les partis s'ouvrent. Les partis doivent être plus réceptifs aux individus et les écouter dans un processus d'apprentissage mutuel. C'est en fait ce manque de représentation qui a conduit à la montée des partis populistes.

De nombreuses initiatives présentées au Forum répondent à cette évolution : elles contribuent à accroître la démocratie au sein du parti ; elles proposent des moyens d'impliquer non seulement les membres du parti, mais aussi les partisans et les sympathisants, y compris des moyens de contourner les listes de parti, qui ne permettent pas beaucoup de choix électifs. Une fois au gouvernement, les pratiques en ligne et d'autres formes de participation permettent également aux personnes de s'informer et de réclamer des comptes aux partis politiques, d'avoir leur mot à dire sur leurs politiques et d'accroître la transparence. Toutes ces initiatives prouvent que participation et confiance vont de pair. L'innovation technologique, sous la forme de plates-formes et d'outils électroniques, peut soutenir cette relation mutuelle, notamment en

impliquant certaines catégories comme les jeunes générations, mais elle n'est pas une panacée pour tout. Les questions complexes ne peuvent pas être traitées en ligne. En outre, les plates-formes électroniques ne peuvent pas garantir de cibler efficacement la communauté qui sera touchée par cette décision politique. Enfin, ils sont préoccupants en termes de représentation, puisqu'ils nécessitent des connaissances en informatique et attirent la plupart du temps des utilisateurs instruits. Les statistiques montrent que les débats en ligne ont tendance à être entièrement dominés par les hommes de la classe moyenne, et qu'un des principaux défis consiste à aborder avec succès la question de l'égalité entre les sexes et à équilibrer la participation urbaine et rurale. Quoi qu'il en soit, une approche multidimensionnelle et multicanal, qui fait appel à la plate-forme électronique pour des questions simples et immédiates, tout en abordant des questions plus complexes par le biais d'interactions hors ligne, doit être préservée.

Tout en tirant parti des possibilités technologiques, les partis doivent prouver aux citoyens que cette participation a un impact évident et que leur voix est effectivement entendue. Les discussions en laboratoire ont mis en lumière d'importantes conditions préalables pour cela : l'accès et la participation doivent être à la fois simples et personnels. Les débats en ligne doivent être modérés, afin de réduire l'influence de ceux qui sont déterminés à boycotter le processus, et aussi prévoir l'intervention d'experts pour garantir une information précise sur des questions spécifiques.

#ForzaNazzjonali prouve que les partis traditionnels sont capables de relever ce défi, s'il y a une volonté réelle. Deux partis traditionnels maltais, le Parti nationaliste (PN) et le Parti démocrate (PD), qui ont formé l'alliance Forza Nazzjonali à l'approche des élections législatives 2017, ont créé leur propre plateforme électronique pour permettre aux utilisateurs d'examiner et de critiquer les propositions de l'alliance, en suggérant d'éventuels amendements ou de nouvelles propositions. Plus de 2.000 idées ont été mises en ligne, illustrant le succès du site qui a réussi à toucher jusqu'à un tiers de la population maltaise.

Le PASOK est plutôt un exemple de parti traditionnel qui a adapté sa structure pour pallier le déficit démocratique enregistré en Grèce. Fondé en 1974 en tant que parti nationaliste socialiste et de gauche, le PASOK a introduit un certain nombre d'actions participatives (telles que des réunions

locales ouvertes, appelées démos) et a déployé une structure décentralisée (organisation locale, comité préfectoral et comité régional) afin de mettre en relation de manière plus directe les citoyens en général - et pas seulement ses partisans - avec les décideurs et le processus décisionnel. Conscients de l'importance du suivi de cette participation, des indicateurs de performance ont été élaborés.

L'ouverture des partis concerne non seulement la dimension de la participation, mais aussi leur responsabilité. Leur totale intégrité et transparence est une condition *sine qua non* de la confiance du public. Certaines initiatives de laboratoires, fondées sur leur collaboration avec des instances citoyennes, ainsi que sur l'adoption de codes de conduite dans les parlements nationaux et les institutions démocratiques, facilitent ce processus de responsabilisation. Le respect des normes internationales et tous les efforts de régulation déployés par les organisations internationales peuvent ouvrir la voie.

L'initiative proposée par le BIDDH « Intégrité des élus politiques » va clairement dans ce sens. Au cours des dix dernières années, douze parlements nationaux des États participants de l'OSCE ont adopté des codes de conduite. Les effets bénéfiques ont déjà été démontrés : ils ont aidé les parlementaires à élever le niveau de professionnalisme en politique, ils ont permis à la société civile de juger le comportement parlementaire, ils ont introduit un débat sain sur les normes éthiques et l'intégrité. Ces codes portent sur divers sujets : conflits d'intérêts, conduite à l'Assemblée, lobbying et partis tiers, égalité des sexes, utilisation des ressources parlementaires. Ils devraient accroître la capacité des politiciens à s'auto-surveiller et restaurer la confiance du public dans ces politiciens.

## Réformer la démocratie représentative

Une autre série d'initiatives, plus centrées sur une réforme de la démocratie représentative en tant que telle, incluait l'idée de partis à plates-formes pour rassembler les abstentionnistes, les électeurs protestataires, les politiciens mécontents, ceux qui se sont éloignés de la politique traditionnelle, qui pourraient être attirés vers les partis populistes.

Par ailleurs, il y a des initiatives qui permettent d'ouvrir davantage les choix politiques, comme le vote négatif, c'est-à-dire la possibilité de voter contre, ou le vote évaluatif, en notant chaque candidat sur une échelle numérique. Ces options devraient avoir un effet positif sur la participation

électorale et contribuer à réduire l'extrémisme et la polarisation. De nombreux défis subsistent, en termes de fonctionnalité (nécessité d'adapter la technologie) et de légitimité (en cas de résultats négatifs nets).

L'initiative "Balanced ballot" mise en œuvre par l'Association des votes négatifs de Taiwan démontre l'impact positif de l'option du vote négatif sur la qualité du vote (hausse du taux de participation, dépoliarisation du spectre politique, etc.). L'initiative vise à améliorer tous les systèmes électoraux dans le monde en intégrant la possibilité de voter contre. Le principe "une personne, une voix" est maintenu, car chaque électeur n'a encore qu'une seule voix, mais celle-ci peut être utilisée pour voter CONTRE ou POUR un candidat. Le vote CONTRE serait compté comme moins un. Le vainqueur est le candidat qui obtient le plus grand nombre de votes positifs nets. Les chercheurs ont montré que cette option augmenterait considérablement la participation électorale et que les candidats dits "populistes" recevraient des votes négatifs nets. Que se passerait-il si chaque candidat obtenait un vote négatif ? Des mesures correctives peuvent être introduites, comme la possibilité de revoter si personne n'a le bon nombre de voix pour. L'introduction de nouveaux systèmes pose également des problèmes en termes de fonctionnalité : en tant que nouveau système pour les électeurs, il pourrait y avoir des erreurs d'utilisation, mais les citoyens devraient rapidement apprendre à s'en servir.

Le *Net Party* Argentin a fait preuve d'une capacité d'adaptation aux défis contextuels. Exemple de nouveau parti et mouvement politique, le *Net Party* n'a pas de programme et d'agenda prédéterminés. Ce dernier est, en fait, le résultat progressif des contributions citoyennes : avec 1500 membres formels et une centaine de membres actifs impliqués dans les décisions quotidiennes, son but est d'élire des députés qui prennent des décisions en fonction des décisions prises par les personnes ordinaires, à travers un logiciel (DemocracyOS) qui recueille les opinions et les votes. Le *Net Party* est également l'un des rares exemples qui ont remis en question le profil des citoyens atteints via Internet. Des études et des analyses ont montré que les principaux participants via Internet étaient des hommes dans la quarantaine à revenu moyen. Insatisfait d'un tel résultat, le *Net Party* a élaboré de nouveaux outils pour cibler efficacement d'autres citoyens.



## La démocratie mondiale en action : La voix des jeunes, la citoyenneté des jeunes

Institute of World Affairs, Université du Wisconsin-Milwaukee, États-Unis (19 octobre 2017)

Face aux menaces croissantes qui pèsent sur la démocratie partout dans le monde, la participation des jeunes est plus cruciale que jamais pour générer de nouvelles idées et une énergie en faveur de la redynamisation démocratique. Cet événement satellite du Forum mondial pour la démocratie s'est tenu à Milwaukee, dans le Wisconsin, une ville américaine confrontée à d'énormes défis : taux élevés de pauvreté, de violence et de ségrégation - le genre de problèmes qui peuvent faire en sorte que les jeunes se sentent sans voix et déconnectés.

L'événement a réuni des élèves du secondaire de la ville pour étudier comment participer aux processus décisionnels qui influent sur leur vie. Grâce à des activités interactives et à des possibilités d'interviewer les dirigeants de la démocratie et des droits de l'homme aux niveaux mondial et local, y compris ceux qui participent aux initiatives du Forum mondial de la démocratie dans d'autres pays, les jeunes participants ont acquis des compétences en matière de citoyenneté mondiale et ont trouvé des moyens d'agir sur des questions qui les préoccupent.

### Engagement des jeunes et éducation civique

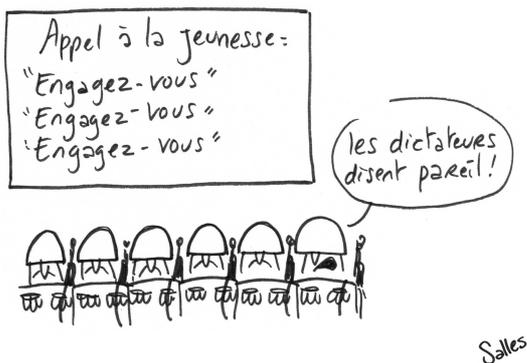
Les statistiques rapportées par les présentateurs lors des différentes sessions confirment que moins de 30% des jeunes sont prêts à participer activement aux activités des partis politiques et à voter. Le problème, c'est que les jeunes ont des niveaux variables de connaissances politiques et sont plus vulnérables à la propagande informatique qui déclenche leurs émotions plutôt que leur raisonnement. Les médias sociaux peuvent être facilement utilisés pour les polariser, en particulier pour provoquer la peur, inciter à la haine et susciter la méfiance. Une étude sur le rendement scolaire, mentionnée pendant la session « faits et chiffres » par l'Association internationale pour l'évaluation du rendement

scolaire, a révélé que plus les élèves apprennent à connaître les institutions civiques et la démocratie, plus ils résistent aux messages populistes. Mais cette connaissance supérieure est aussi liée au fait que les étudiants sont moins enclins à s'engager dans la politique conventionnelle. Un environnement ouvert et démocratique à l'école est également lié à des attitudes citoyennes plus conscientes et plus actives.

Quelles sont les approches éducatives qui développent au mieux leur pensée critique, leur permettant de faire face à la désinformation et d'éviter les réponses simplistes des populistes à des questions complexes ? Certaines des initiatives présentées encouragent les jeunes électeurs par petits pas, elles contribuent à bâtir le capital social et à accroître la participation.

L'éducation civique est considérée comme l'un des piliers d'un système démocratique fort : elle devrait être obligatoire dans tous les programmes scolaires, mais elle devrait également être dirigée par les partis politiques. Ces derniers, en effet, savent mieux comment interpréter les critiques constructives et façonner l'opinion publique. En prenant l'exemple des migrations, les partis politiques devraient mettre l'accent sur leurs effets positifs, afin de ne pas les laisser nourrir la propagande populiste.

Bien qu'elle ne traite pas directement de l'éducation, l'initiative américaine « Engagement de la prochaine génération grâce à des collectes de fonds à la base » a eu un fort impact sur la sensibilisation et la participation politique des jeunes. La mission de cette initiative est d'impliquer les milléniaux (ou génération Y) dans le processus politique par le biais de collectes de fonds à la base ou d'« investissements directs de la base ». Cela inclut la participation de célébrités à des événements publics et à des activités d'interaction avec les jeunes afin d'en faire une tendance sur les médias sociaux. Une stratégie clé pour accroître la participation des milléniaux est de rendre l'engagement politique plus attrayant et amusant en organisant des événements de collecte de fonds abordables avec un niveau élevé d'opportunités de réseautage.



### 3. Médias

Le Forum a souligné à plusieurs occasions le fait que les médias sont essentiels au fonctionnement de la démocratie : veiller à ce que les citoyens soient bien informés et permettre aux élus et aux responsables de rendre des comptes, même si de nombreux participants ont signalé que cela ne se produisait plus.

#### Univers parallèles

L'un des signes les plus évidents du danger est la vague montante de ce qu'on appelle les « fake news » (fausses nouvelles). Bien qu'elles aient toujours existé, l'Internet leur a permis d'avoir une ampleur et une influence sans précédent grâce à des trolls ou des "bots".

Il ne s'agit pas seulement de répandre la désinformation ou les mensonges : les « fausses nouvelles » minent la confiance du public dans les institutions. Elles empêchent un véritable débat : ces dernières années, il semble que la vérité ou de la facticité journalistique se dévalorise, de sorte que des puissants groupes médiatiques et des partis politiques organisés semblent incapables de repousser efficacement les contrevérités et les demi-vérités, incapables de détourner l'attention du public des distractions vers les réalités qui comptent. Un autre signe encore plus troublant est l'impression que les personnes ne peuvent plus compter sur des positions communes d'hypothèses partagées ou de faits non contestés qui leur permettraient de trancher des désaccords. Au lieu de cela, les groupements politiques rivaux habitent des univers parallèles, des « caisses de résonance » où ils ne voient ou n'entendent que ce qui confirme leurs propres opinions. Et les institutions médiatiques publiques nationales qui sont censées construire la cohésion sociale et

encadrer ces discussions sont de plus en plus exposées à la pression de leurs gouvernements.

Le Forum mondial de la démocratie 2017 s'est concentré sur ce qui doit être fait. Dans plusieurs laboratoires, les intervenants ont proposé et discuté un large éventail de propositions imaginatives et ingénieuses, telles que des applications et des extensions de navigateur qui déconstruisent les filtres qu'imposent les médias sociaux aux utilisateurs et qui encouragent les gens à « lire à l'extérieur de la bulle ».

Le programme « *Read Across the Aisle* » est un exemple d'outil numérique qui encourage les individus à une lecture plus approfondie des nouvelles, à comprendre l'étendue de leur couverture médiatique et à chercher d'autres avis auprès de sources qu'ils ne lisent habituellement pas.

*Facebook Tracking Exposed* poursuit les mêmes objectifs. Cette extension de navigateur collecte des algorithmes de Facebook pour permettre aux utilisateurs de visualiser leur propre flux d'informations avec des infographies et des statistiques (par exemple sur le temps passé sur les médias sociaux, le nombre d'amis qui peuplent effectivement son flux d'informations, etc.)



*Africa Check*, *Crosscheck* et *EuCheck*, des initiatives collaboratives où les médias et les journalistes coopèrent pour réagir en temps réel afin de combattre les fausses informations, ont également été présentées. Des groupes courageux de journalistes critiques et d'investigation, tels que *l'Union des citoyens informés d'Arménie* ou *The Insider* en Russie, travaillent intensément pour dénoncer les mensonges des politiciens, souvent au péril de leur carrière ou de leur vie.

Lancé en février 2017 avant l'élection présidentielle française, CrossCheck France est un exemple de projet de journalisme collaboratif en temps réel. Il a réuni 37 rédactions locales, régionales et nationales en France, ainsi que trois en Grande-Bretagne (dont la BBC) et une en Belgique. CrossCheck a remis dans leur contexte 64 allégations.

Bien que les efforts de collaboration soient fondamentaux pour multiplier l'impact des initiatives de vérification des faits, la coordination de ces plateformes pose un certain nombre de problèmes, en particulier en termes de priorités et d'équilibre des flux de travail entre les partenaires. Comme l'a rapporté Cross Check, certaines rédactions ont tendance à donner la priorité aux informations qui, selon elles, circuleront le mieux, ce qui n'est pas toujours le cas.

Bien que toutes ces initiatives créatives et pertinentes contribuent au renforcement de la démocratie dans leur contexte, elles ne peuvent pas lutter directement contre le populisme autoritaire. Les médias et la technologie ne peuvent pas, en fait, résoudre un problème politique, mais ils peuvent contribuer à façonner l'opinion publique en sensibilisant les individus à la politique.

Consciente de cela, *l'Union des citoyens informés* a développé une approche multidimensionnelle de la vérification des faits fondée sur des activités complémentaires et interconnectées, y compris la vérification directe des faits par le biais de son site Web, la sensibilisation et les activités de renforcement des compétences ciblant les citoyens locaux et les organisations de la société civile, ainsi que les médias.

## Donner un sens au monde

Les sessions du Forum, centrées sur la vérification des faits, montrent que les approches et méthodologies existantes n'ont pas d'impact réel, car nombreuses sont les personnes qui sont simplement désabusées.

Les fausses nouvelles impliquent des récits puissants et convaincants qui non seulement prétendent expliquer le monde qui nous entoure, mais qui « empoisonnent systématiquement le conversations honnêtes et où ils peuvent prendre le risque d'essayer de s'entendre les uns avec les autres.

bien » contre les versions concurrentes de la vérité : délégitimation ou remise en question de la fiabilité des institutions médiatiques centrales, de la véracité de la science, de l'autorité des experts et de la légitimité des universités. Ce genre de récits trouve des adeptes non pas parce que les individus sont naïfs ou peu instruits, mais plutôt parce qu'ils font preuve d'un certain sens émotionnel et politique.

A cet égard, les initiatives de vérification des faits présentées soulignent l'importance d'être plus proactif dans la dénonciation des fausses nouvelles plutôt que de simplement démystifier les histoires les unes après les autres. Il est fondamental de se concentrer sur le cœur du problème en examinant les tactiques, les stratégies et les objectifs des protagonistes - le récit qu'ils promeuvent - et de les porter ensuite à l'attention des citoyens.

Le populisme autoritaire en est un exemple : il s'agit bien plus que de centraliser le pouvoir autoritaire au nom du « peuple ». Le populisme est plutôt une façon de donner un sens au monde.

Le discours populiste rassemble un large éventail de griefs populaires en une histoire cohérente qui confère un puissant sentiment d'appartenance sociale, un sentiment de « nous » membres d'un groupe à part et marginalisé. Une fois établi, ce sentiment d'appartenance devient la lentille à travers laquelle tout est vu.

Le principal défi consiste à trouver des moyens de faire en sorte que les individus se préoccupent de nouveau de la vérité - et du point de vue des autres. Il est important que nous allions au-delà de la vérification des faits pour remettre en question les mythes. Les histoires simples d'appartenance créées par le populisme doivent rivaliser avec les autres, des façons plus inclusives de réfléchir à l'identité et à la définition du « nous ».

Il est également important de tenir compte du fait que les individus ne sont pas seulement des consommateurs passifs de nouvelles. Les médias traditionnels et les plateformes de nouveaux médias doivent devenir des espaces où les individus peuvent avoir des discussions franches.



## Comment construire une bombe automatisée?

M. Hannes Grassegger, Suisse,  
Journaliste, auteur, rédacteur en chef

Les guerres antérieures étaient des guerres d'États-nations avec des États qui se battaient entre eux. Ils utilisaient des armes physiques, dont la plus grande manifestation était le nucléaire. En raison d'une perturbation technologique massive, nous assistons aujourd'hui à de multiples conflits qui se chevauchent avec des coalitions combattant d'autres coalitions de manière non linéaire. Aujourd'hui, nous disposons d'outils qui permettent de diffuser l'information plus rapidement et à moindre coût : les médias sociaux. Les textes ne transmettent pas l'information sous une forme classique. Ils répandent plutôt des émotions. Les médias sociaux sont des réseaux sociaux émotionnels, capables de synchroniser les états émotionnels et se sont les émotions qui déclenchent l'action. L'émotion qui circule le plus souvent est la colère, poussant les gens à s'opposer les uns aux autres.

### Le rôle des médias de service public

Bien que les nouvelles technologies des médias et l'Internet occupent une place prépondérante dans la plupart des débats, les médias traditionnels, en particulier les médias de service public, ont reçu une attention particulière dans un laboratoire spécialisé : "La démocratie peut-elle survivre aux médias de service public ? Les médias de service public (MSP), qui sont encore dans de nombreux pays européens la source d'information la plus

pertinente, sont de plus en plus exposés aux pressions de leurs gouvernements. Le laboratoire a analysé la relation bidirectionnelle entre les MSP et le populisme: comment le populisme affecte-t-il les médias de service public et vice-versa, comment les MSP peuvent-ils contrer les stratégies et la propagande populistes ?

Le débat a permis de conclure que les MSP restent une garantie pour la démocratie, mais que son principal défi est de concurrencer les nouveaux médias dans le dialogue avec les citoyens.

Les médias de service public ont encore un rôle fondamental à jouer pour servir l'intérêt public, diffuser des informations factuelles et s'attaquer à toute forme de propagande. C'est la perception subjective et l'utilisation manipulatrice du concept d'intérêt public par les populistes qui minent ce rôle. La vérification des faits est essentielle, tout comme le sont les données validées partagées. Il est du devoir des médias traditionnels de vérifier les faits, mais ils ne peuvent pas faire ce travail seuls.

Les conditions préalables complémentaires importantes pour permettre aux MSP de remplir efficacement leur rôle de gardien de l'intérêt public sont les suivantes : son indépendance éditoriale et sa viabilité financière, l'indépendance du régulateur indépendant des médias audiovisuels conformément aux normes internationales sur la liberté d'expression et la pleine conformité des législations nationales avec les normes internationales sur la liberté d'expression, y compris la protection et la promotion du pluralisme et de la diversité.

# Lab 1 – La démocratie hybride est-elle plus inclusive ?

*Parrainé par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe*

## *Modérateurs:*

Mme Gunn Marit Helgesen, Norvège, Présidente de la Chambre des Régions du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe  
M. Marko BOKO, membre du Conseil consultatif de la jeunesse (Croatie)

## *Initiatives:*

#ForzaNazzjonali (Malte) présentée par M. Franco CURMI, Directeur numérique du parti Forza Nazzjonali

POP: Public Opinion Platform (France) présentée par M. Geza TESSENYI, Fondateur de la Plateforme d'Opinion Publique (POP)

Les médias sont-ils la prochaine plate-forme de la démocratie ? Poll Town (USA) présentée par Mme Keren FLAVELL, USA, Fondatrice et PDG de Poll Town

## *Intervenants:*

M. Alfred HEER, Député et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Suisse)

Mme Rosaleen O GRADY, Conseillère régionale de Sligo (Irlande)

M. Chakshu ROY, Chef de l'Unité de la sensibilisation, PRS Legislative Research (Inde)

## Le laboratoire en bref

En cette période de déconnexion croissante entre les citoyens et les élites politiques, ce laboratoire a examiné l'impact des nouveaux instruments de participation citoyenne, en tenant compte notamment des outils de participation numérique. Ces outils novateurs - résumés sous le thème de la *démocratie hybride* - peuvent constituer une nouvelle approche pour atteindre de larges couches de la population et une nouvelle manière de s'adresser aux personnes qui ne sont pas encore impliquées dans les processus politiques.

Le but du laboratoire était d'étudier l'efficacité de ces outils de participation numérique et d'évaluer leur impact sur les processus décisionnels. En outre, le laboratoire a tenté d'examiner comment les partis politiques pouvaient tirer parti de ces opportunités pour redonner le pouvoir à leurs partisans. Les méthodes modernes de participation citoyenne peuvent contribuer à encourager l'engagement civique et, en conjonction avec la démocratie, à renforcer les processus démocratiques dans leur ensemble.

## A propos des initiatives

#ForzaNazzjonali, Malte

La plateforme démocratique ouverte #ForzaNazzjonali est un nouveau système de démocratie numérique, créé par l'alliance électorale Forza Nazzjonali - formée en avril 2017 entre le Parti nationaliste (PN) et le Parti démocrate (PD) à l'approche des élections

législatives de 2017. Elle s'adresse principalement à la jeune génération, qui est plus fortement déconnectée de la politique. C'est une génération trop occupée pour participer et frustrée de voir que sa participation à la prise de décisions politiques n'a pas d'impact sur la société. La plateforme en ligne permet aux utilisateurs d'interagir directement avec les propositions de l'alliance en suggérant d'éventuels amendements ou de nouvelles propositions.

Plus de 2.000 idées ont été mises en ligne, illustrant le succès du site. En termes de fonctionnement, il y a deux colonnes par idée où les arguments pour et contre peuvent être discutés et partagés immédiatement sur différentes plateformes de médias sociaux. Le résultat est une viralité élevée de l'idée et de la plateforme dans son ensemble - contribuant au succès de #ForzaNazzjonali qui a réussi à toucher jusqu'à un tiers de la population maltaise. De nombreux efforts ont été consacrés à la conception visuelle du site Web pour concurrencer avec succès d'autres contenus sur les médias sociaux. L'un des plus grands défis consiste à suivre l'impact des idées partagées, ce qui est essentiel pour prouver aux utilisateurs que leur engagement est important et les motiver à continuer à utiliser la plateforme à l'avenir.

Public Opinion Platform – POP, France

POP : Public Opinion Platform "est conçue pour construire progressivement la démocratie en temps réel dans le cadre constitutionnel existant de la démocratie indirecte - sans aucune

modification législative. Dans le cadre du concept de démocratie en temps réel, les citoyens peuvent exercer un contrôle permanent sur les décisions politiques et le gouvernement. Il s'agit d'une plateforme dans sa substance - ouverte à tous et à toutes les opinions - et d'un parti politique enregistré dans sa structure juridique. La caractéristique principale des POP est d'inviter l'expression de l'opinion publique majoritaire en temps réel sur les décisions importantes en matière de législation et de gouvernance. Les représentants des POP à la législature et au gouvernement sont obligés de voter selon l'opinion publique majoritaire telle qu'exprimée par les citoyens sur le programme. La plateforme s'adresse à tous les citoyens, qui se sentent suffisamment adultes pour prendre des décisions politiques sur les questions qui les concernent directement - en prêtant une attention particulière aux abstentions politiques, aux protestations des électeurs, mais aussi aux politiciens qui n'aiment pas faire des promesses qu'ils ne peuvent pas tenir. Les POP peuvent être utilisés aux niveaux local, national et régional, mais ne sont pas encore appliqués dans la pratique.

Les médias sont-ils la prochaine plate-forme de la démocratie ? Town Hall, USA

Créée en 2013 sous la forme d'une application Facebook, Poll Town veut simplifier l'engagement des citoyens à la lumière de la faible participation politique dans la plupart des pays démocratiques. L'objectif de cette initiative est de relancer le débat public et d'amener la majorité silencieuse à s'exprimer. Afin d'atteindre un public plus large et de meilleure qualité, l'outil a été développé comme un widget placé sur des pages Web et des articles d'actualité. Les dirigeants politiques et les organisations gouvernementales doivent payer pour intégrer leurs sondages dans les articles de presse. Il en résulte davantage de fonds pour le journalisme et les médias en tant que centres civiques, là où l'engagement civique a effectivement lieu. Pour un meilleur impact, les acteurs politiques doivent surmonter leurs craintes face à ce type d'engagement et expérimenter de nouvelles façons d'amener la communauté à prendre des décisions afin de rendre les citoyens plus actifs et conscients.

#### Points clés des débats

Sécurité, transparence et représentation. La fiabilité des résultats de l'e-démocratie est remise en question par la difficulté de certifier qui est

réellement derrière la page Internet. Les sondages en particulier peuvent être trompeurs, comme ce fut le cas lors des dernières élections américaines. Une faible participation aux sondages et à d'autres outils de démocratie numérique remet alors en question leur représentation effective, car ils ne peuvent pas représenter l'ensemble de l'électorat (contrairement aux outils de démocratie directe). Pour les utiliser, la maîtrise des technologies de l'information et un certain bagage éducatif sont en effet nécessaires, ce qui pose des problèmes pour leur inclusion effective : toute la population ne sait pas forcément utiliser les ordinateurs et les appareils électroniques ou ne les a pas à sa disposition. L'exemple de l'Inde où le nombre de personnes qui ont accès à l'Internet est limité met en cause la transférabilité des outils numériques aux pays moins développés. Enfin, comment pouvons-nous être sûrs que de tels outils numériques ciblent efficacement la communauté qui sera en fin de compte touchée par les décisions politiques ?

Les outils numériques ne sont pas la solution pour tout mais, comme les sites Web peuvent être dirigés par les citoyens, ils sont une occasion précieuse de recueillir et de présenter leurs idées. Comme dans le cas de #ForzaNazzionali, ils ciblent intentionnellement des personnes plus jeunes et instruites à la lumière de l'écart existant entre les jeunes générations et les générations plus âgées en matière de participation. Une solution multidimensionnelle, comprenant des outils différents et complémentaires adaptés à chaque partie de la population, doit être adoptée pour une participation plus large et plus inclusive.

Simplification vs complexité. Les questions complexes vont au-delà des réponses oui/non et d'autres mécanismes simplifiés proposés par les outils numériques. Les utilisateurs comprennent-ils tout ce qui est en jeu dans l'utilisation de ces outils ? Comment les questions derrière des sujets complexes peuvent-elles influencer les résultats de ces plateformes ? Les plateformes doivent être conçues de manière à englober des discussions significatives au lieu de se concentrer uniquement sur la participation simpliste. De plus, comme l'explique Poll Town, chaque question ne correspond pas nécessairement à un sondage. Ce n'est pas une science exacte, car des algorithmes sont en place pour vérifier en permanence les comportements des utilisateurs afin d'en assurer la fiabilité. Soit dit en passant, la majorité des outils numériques, tels que Poll Town, ne sont pas conçus pour remplacer l'acte de vote : ils servent

plutôt à montrer les tendances et à donner une voix à la « majorité silencieuse ».

Plateformes numériques de participation non contraignantes. Le caractère non contraignant actuel des plates-formes de cyber participation pourrait conduire à la frustration et à la déception des citoyens, une fois qu'ils réaliseront que leur engagement en ligne n' a aucun impact sur le monde réel. Les outils numériques ne peuvent influencer que l'opinion publique, mais pas la décision finale prise par le gouvernement et les organes parlementaires. Un résultat différent pourrait être obtenu si les partis intégraient ces outils de manière plus contraignante : le POP, par exemple, est conçu comme un moyen de donner une influence réelle aux citoyens sur le processus législatif. Avec 51% au Parlement, le POP pourrait en fait gouverner. En même temps, le caractère non contraignant pourrait être un avantage, car les idéologies en ligne plus extrêmes et intolérantes tendent à se répandre rapidement et à devenir populaires.

Les plates-formes numériques doivent encore trouver une solution à leur principal dilemme : d'une part, elles veulent permettre au plus grand nombre d'utilisateurs d'utiliser leurs sites Web pour exprimer leurs idées. D'autre part, plus une décision doit être contraignante, plus il est important d'identifier les utilisateurs qui s'engagent sur la plate-forme, ce qui crée des problèmes là où la liberté d'expression n'est pas garantie.

En attendant de trouver une solution efficace à ce dilemme, les outils numériques peuvent être

perçus comme des moyens de sensibiliser et de former les citoyens à une citoyenneté plus active : ils peuvent en effet s'engager sur des questions qui ne les dépassent pas. Au fil du temps, s'ils constatent que leur engagement a un impact et qu'ils sont entendus, leur confiance dans les processus décisionnels politiques pourrait devenir plus forte.

## Recommandations

- ✓ Simplifier et accélérer l'utilisation des plateformes numériques afin de favoriser une plus grande participation ;
- ✓ Préserver le rôle consultatif des outils numériques comme moyen de sensibiliser et de former les citoyens à une citoyenneté plus active, tout en laissant le processus législatif contraignant aux institutions représentatives ;
- ✓ Permettre aux utilisateurs de suivre l'impact de leur engagement et de leurs idées ;
- ✓ utiliser une approche multidimensionnelle et multicanal, en recourant à des plateformes numériques pour des questions simples et immédiates, tout en abordant des questions plus complexes par le biais d'interactions hors ligne.

## Lab 2 - "Corruption et populisme : la communauté internationale peut-elle apporter son aide ?"

*Parrainé par le Groupe d'Etats contre la corruption et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe*

### *Modérateur:*

M. Michele NICOLETTI, Italie, Parlementaire et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Rapporteur de « Une gouvernance intègre pour lutter contre la corruption politique »

### *Initiatives:*

Intégrité des élus, Bureau de l'OSCE pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme - BIDDH, Pologne, présentée par M. Jacopo Leone, Italie/Royaume-Uni, Gouvernance démocratique, Bureau de l'OSCE pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme (BIDDH)

Groupe d'Etats contre la corruption – GRECO - du Conseil de l'Europe, présentée par M. Christophe Speckbacher, Administrateur auprès du Secrétariat du Groupe d'Etats contre la Corruption - GRECO

### *Intervenants :*

Mme Gülsün Bilgehan, Turquie, Députée et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe  
M. Finn Heinrich, Allemagne, Directeur des programmes, Democracy Reporting International

### Le Laboratoire en bref

La corruption est l'abus de pouvoir public à des fins privées. La corruption menace l'État de droit, la démocratie et les droits de l'homme, sape la bonne gouvernance, l'équité et la justice sociale, fausse la concurrence, entrave le développement économique et freine la croissance. La corruption peut servir d'instrument pour accroître les craintes et tromper les citoyens. Elle met en péril la stabilité des démocraties, sape la confiance dans les institutions publiques ainsi que les fondements moraux de la société.

Le laboratoire a étudié comment la communauté internationale pouvait renforcer la lutte contre la corruption.

### A propos des initiatives

#### Intégrité des élus (Pologne)

L'initiative vise à améliorer l'intégrité des parlements et des systèmes politiques, en encourageant l'adoption de codes de conduite par les parlements nationaux, afin d'établir des normes éthiques élevées pour les parlementaires en tenant dûment compte de leurs devoirs envers l'État et la société.

Un code de conduite législatif vise à créer une culture politique qui met l'accent sur le bien-fondé, la rectitude, la transparence et l'honnêteté du comportement des parlementaires. Ces codes portent sur divers sujets : conflits d'intérêts, conduite en session, lobbying et parties tiers, égalité des sexes, utilisation des ressources

parlementaires. Ils devraient accroître la capacité des politiciens à s'auto-surveiller et restaurer la confiance du public.

Au cours des dix dernières années, douze parlements nationaux des États participants de l'OSCE ont adopté des codes de conduite. Les effets bénéfiques ont déjà été démontrés : ils ont aidé les parlementaires à élever le niveau de professionnalisme en politique, ils ont permis à la société civile de juger le comportement parlementaire, ils ont introduit un débat sain sur les normes éthiques et l'intégrité, etc.

Néanmoins, d'autres recherches supplémentaires devront être menées au cours des prochaines années, afin de mieux classer les différents types de codes de conduite, en examinant la spécificité des domaines qu'ils tentent de réglementer.

#### Groupe d'Etats contre la corruption – GRECO du Conseil de l'Europe

Depuis sa création, le Conseil de l'Europe considère la corruption comme une menace grave pour la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme. Des instruments de lutte contre la corruption, tels que les Vingt principes directeurs pour la lutte contre la corruption (1997) et la Convention pénale sur la corruption (1999), ont été adoptés. Les priorités du GRECO sont de prévenir la corruption dans les pouvoirs législatif et exécutif et d'accroître la transparence et le contrôle du financement politique. Le GRECO fonctionne en cycle, appelé cycle d'évaluation, chaque cycle couvrant des thèmes spécifiques. Pour remplir cette mission, le GRECO suit une

procédure en deux étapes comprenant une évaluation mutuelle et un programme de conformité, qui est appliqué à tous les membres pour chaque cycle d'évaluation.

### Points clés du débat

La corruption dans la perception commune. Les citoyens ne connaissent pas grand-chose à la corruption parce que la corruption est par nature quelque chose de secret (elle pourrait avoir des effets négatifs sur la réputation des institutions concernées, des ONG, des gouvernements, etc.). En outre, la corruption est à peine signalée et sa mesure est complexe. Il existe aussi un écart d'information entre la réglementation écrite et le niveau de corruption effectif de certains pays (par exemple, l'Ouganda). Le principal défi consiste à faire respecter les législations et les recommandations.

Enfin, il y a une corrélation entre le niveau économique d'un État et son niveau de corruption. Pour la société civile, les groupes les plus corrompus sont les partis politiques et les politiciens aux niveaux national, régional et local.

Corruption et populisme. L'émergence et le succès du populisme sont généralement liés à la crise du système démocratique. Les systèmes politiques, qui ont connu une transition institutionnelle, sont les plus exposés à son influence. Les individus ont l'impression de ne pas pouvoir exprimer leur mécontentement de manière positive, et que leur intérêt n'est pas un facteur important pour les élites au pouvoir. La corruption est un cercle vicieux : pour gagner les élections, les populistes utilisent le mécontentement et la peur des

populations, mais une fois au pouvoir, ce sont eux les plus corrompus.

### Recommandations

- ✓ Lutter pour plus de transparence et contre la corruption en protégeant les journalistes, les enquêteurs et les lanceurs d'alerte (par exemple, la plateforme pour la protection du journalisme et la sécurité des journalistes, créée par le Conseil de l'Europe) ;
- ✓ Garantir l'indépendance judiciaire pour la conduite des enquêtes ;
- ✓ Eduquer les citoyens à la lutte contre la corruption en diffusant des valeurs éthiques et en adoptant des codes de conduite dans les écoles et les universités ;
- ✓ Renforcer la coordination entre la communauté internationale et d'autres institutions, organisations, ONG, etc. pour une lutte commune contre la corruption, car seule la combinaison des efforts des organisations internationales, des institutions nationales et de la société civile peut rendre cette lutte efficace ;
- ✓ Bénéficier du soutien des communautés internationales aux États et aux enquêteurs qui veulent dénoncer des faits ou des comportements liés à la corruption. ;
- ✓ Encourager l'adoption de codes de conduite dans les parlements nationaux et les institutions démocratiques afin de promouvoir l'intégrité, la transparence et la confiance du public.

## Lab 3 – Vérification des faits : le jeu en vaut-il la chandelle ?

### *Modérateur:*

M. Bertrand LEVANT, France, Organisation internationale de la Francophonie,

### *Initiatives:*

CrossCheck (France/Royaume Uni) présentée par Mme Marie BOHNER, France, Coordinatrice du projet CrossCheck

Africa Check présentée par M. Robert HOLLOWAY, Royaume Uni, Président d'Africa Check

### *Intervenants:*

M. Jamal Eddine NAJI, Maroc, Directeur général, Audiovisual Communication

M. Goston PIERRE, Haïti, Editeur, AlterPresse

### Le laboratoire en bref

La vérification des faits est une dimension importante du journalisme qui contribue à une démocratie saine avec de citoyens informés. Toutefois, les vérificateurs peuvent être frustrés par les obstacles que constituent l'absence d'une presse indépendante, le manque de données fiables et de sources d'informations officielles, et par le temps et les efforts requis pour enquêter et faire rapport sur une allégation suspecte.

La discussion a porté sur les effets de la diffusion des nouvelles et de l'information, c'est-à-dire sur l'importance des plateformes de médias sociaux. Certains ont exprimé le souhait d'inculquer une plus grande appréciation du journalisme traditionnel (en tant que rédacteurs en chef d'informations légitimes), tandis que d'autres ont suggéré une intervention plus précoce dans les écoles.

Il y a eu un consensus sur la nécessité d'une plus grande et meilleure participation des citoyens, et l'initiative CrossCheck a montré comment y parvenir, grâce à un modèle interconnecté entre les journalistes professionnels, le public et les fournisseurs de médias sociaux.

### A propos des initiatives

#### CrossCheck (France/Royaume-Uni)

CrossCheck a été lancé en février 2017, afin de créer un service de vérification des réclamations pour la campagne présidentielle française. Le projet comptait 37 organismes d'information partenaires qui ont enquêté sur 64 plaintes et produit des vidéos et des infographies. Pour aller au-delà d'une simple dichotomie vrai/faux, CrossCheck a développé une typologie de sept types de mauvaise information/désinformation : 1. Satire ou

parodie (aucune intention de nuire, mais qui a le potentiel de tromper) ; 2. Contenu trompeur (nous induire en erreur en nous trompant sur l'information pour décrire une question ou un individu) ; 3. Imposer du contenu (quand les sources authentiques sont usurpées) ; 4. Contenu fabriqué (le nouveau contenu est faux à 100%, conçu pour tromper et faire du mal) ; 5. Fausse connexion (lorsque les titres, visuels ou légendes ne correspondent pas au contenu) ; 6. Faux contexte (lorsque le contenu authentique est partagé avec de fausses informations contextuelles) ; 7. Contenu manipulé (lorsque de l'information ou des images authentiques sont manipulées pour tromper).

La collaboration au sein du secteur des médias n'était pas évidente : certains voyaient la participation comme un moyen d'accroître la concurrence, tandis que d'autres ne voyaient pas la nécessité d'une transparence accrue. Pour les partenaires des médias locaux, c'était l'occasion d'accroître la confiance de leurs publics. L'une des leçons importantes apprises par les partenaires du projet a été que le fait d'avoir tendu la main à des personnes ordinaires sur le terrain - en montrant aux individus comment fonctionne la vérification des faits - a conduit à un engagement direct avec ceux des deux côtés extrêmes de l'éventail politique. Le présentateur y voyait un moyen de satisfaire une mission de service public des organismes médiatiques.

#### Africa Check

Africa Check a été créé en 2012, en tant qu'organisation à but non lucratif basée au Royaume-Uni puis a créé une filiale francophone pour faire la transition vers l'Afrique. Africa Check emploie 15 personnes à temps plein et opère en Afrique du Sud, au Kenya, au Nigeria et au Sénégal. Elle a vérifié plus de 1 500 déclarations ; le thème principal est la santé publique, mais elle couvre aussi la migration, l'économie et les armes.

L'initiative a contribué à éliminer certaines maladies contagieuses. De 1998 à 2001, le Nigéria a enregistré un taux annuel d'environ 50 nouveaux cas de polio. Puis, en 2002, une rumeur selon laquelle les vaccins faisaient partie d'un complot visant à rendre les femmes stériles a fait passer les nouveaux cas de polio jusqu'à 1600 en 2006. Les politiciens n'ont rien fait pour dissiper cette rumeur. Une campagne d'information publique a contribué à réduire ce nombre, mais le présentateur a souligné que plus de 3 000 personnes avaient contracté la polio à cause de rumeurs non fondées qui n'ont pas été vérifiées par les médias.

### Points clés des débats

Quelle est la responsabilité du service public par les journalistes et les enquêteurs ? On a fait valoir que les journalistes fournissent un service public en investissant du temps et des ressources pour découvrir des informations qui, autrement, resteraient inconnues ; le rôle des journalistes d'investigation a été mis en évidence. On a également fait valoir que les citoyens chercheront à obtenir des renseignements plus exacts une fois qu'on leur montrera ce que c'est, ce qui revient à vérifier les faits.

Les défis à relever comprenaient la capacité d'établir des canaux de médias indépendants dans les régimes où la liberté de la presse et/ou l'accès à des données fiables (surtout de sources gouvernementales) n'existent pas.

Un autre défi est l'influence des plateformes de médias sociaux, comme Facebook et Google, qui ne se considèrent pas comme des médias et ne sont donc pas responsables devant les normes établies en matière de journalisme. Ici, il s'agit de savoir qu'elle est la nécessité pratique pour les journalistes et les fact-checkers d'utiliser les médias sociaux pour communiquer avec leur public, ce qui contraint un engagement pragmatique avec les fournisseurs de plateformes.

Comment renouer les liens entre le journalisme et le public ? Il a été question de savoir si la profession de journaliste était en danger. Il a été suggéré de former les enfants, dès l'âge de cinq ans, aux principes du journalisme.

Le fait de légiférer contre ceux qui publient de fausses allégations a été jugé peu pratique (p. ex. l'application des lois) et potentiellement indésirable (puisque les gouvernements pourraient utiliser de tels pouvoirs pour réduire les voix de

l'opposition). Pourtant, il y avait un souhait d'avoir cette conversation entre les journalistes et les gouvernements.

L'éducation du grand public sur la désinformation est considérée comme une bonne solution à long terme. Il a été suggéré qu'un tel apprentissage devrait avoir lieu au niveau local, où le niveau de confiance semble plus élevé (que celui d'un niveau national plus éloigné, plus abstrait). Cela pourrait aussi être un moyen de redynamiser le journalisme local : "Les journalistes doivent comprendre leurs responsabilités, leur éthique et ce qu'ils font en tant que service public. Les citoyens doivent comprendre l'importance de la liberté d'expression pour les journalistes."

La réponse innovante des médias grand public. Un avis a été exprimé qu'un journaliste qualifié connaît la différence entre « fausses nouvelles » et « vraies nouvelles », de sorte qu'il s'agit de ne pas publier à nouveau la désinformation. En d'autres termes, accordons-nous trop d'importance aux fausses affirmations pour influencer l'opinion publique (rappelons-nous les campagnes de désinformation d'il y a quelques décennies)?

Cela a donné lieu à une discussion sur la réglementation des normes des journalistes professionnels et sur la question de savoir si l'autorégulation encouragerait davantage la coopération, afin de restaurer et d'assurer la crédibilité et la confiance du public.

CrossCheck a été cité comme un exemple positif de la manière dont les journalistes professionnels se rapprochent des citoyens dans l'ensemble du spectre politico-social/économique, et avec l'application des médias sociaux.

### Recommandations

- ✓ Faire respecter les normes de la liberté d'expression, des médias indépendants et de la fonction publique ;
- ✓ apporter un soutien financier à l'éducation à la désinformation dans les écoles et les communautés locales, pour susciter le journalisme local ;
- ✓ promouvoir des projets faisant preuve d'innovation parmi les journalistes professionnels, le public et les fournisseurs de médias sociaux mondiaux.

## Lab 4 - Faire en sorte que les votes comptent plus

*Modérateur : Paul ROWSELL CBE, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Department for Communities and Local Government.*

### *Initiatives:*

*Balanced ballot (Chine) présentée par M. Sam CHANG, Président de l'Association pour un vote négatif  
President 21 (République tchèque) présentée par M. Jonáš VNOUČEK, Community Manager et analyst,  
Institute for Democracy 21*

### *Intervenants :*

*M. Nicolas K. BLANCHARD, France, Projet Random Sample Voting Project et Public Opinion Platform,  
M. Adele GAMBARO, Député et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe  
Mme Herrade I GERSHEIM, CNRS Maître de Conférence, CNRS BETA (UMR 7522) et Université de Strasbourg*

### Le laboratoire en bref

Faire en sorte que les votes comptent plus signifie donner plus de poids à chaque vote, en évaluant l'impact des nouvelles méthodes et des procédés actuels de vote sur le taux de participation et la légitimité politique. Les systèmes électoraux produisent différents effets, non seulement sur le nombre de candidats en lice, mais aussi sur la probabilité que chacun d'entre eux soit élu. Cette probabilité affecte à son tour l'attitude des électeurs (vote tactique, vote de protestation, abstentionnisme, etc.) et donc la qualité du vote.

Il est globalement admis qu'un système démocratique a institutionnalisé le pluralisme en créant des partis qui représentent divers groupes d'électeurs aux idées distinctes au sein desquels certains candidats se divisent plus que d'autres. Certains candidats ont polarisé le débat sur des positions très extrêmes : même si leurs idées ne sont pas du tout partagées par une grande majorité des électeurs, ils peuvent être élus selon les règles électorales en vigueur.

Pour garantir un meilleur consensus, il est possible d'agir sur la manière dont les candidats sont sélectionnés, dans le but de les rendre plus « acceptables » pour une plus grande partie de l'électorat. Est-il possible de changer les systèmes de vote en place pour s'assurer que ceux qui divisent le plus la société n'auront aucune chance d'être élus le jour J ? Un nouveau système de vote peut-il réduire ce risque ? Si le changer le système de calcul modifie le résultat, la réponse à toutes ces questions est oui.

Pour lutter efficacement contre le populisme, une solution pourrait être d'inventer une équation qui incite fortement au consensus. Comme le populisme n'est pas basé sur le consensus, mais sur la division, nous ne devrions pas élire le

candidat qui a obtenu le plus de voix, mais celui qui est le plus facilement accepté par tous.

Comme il est plus facile d'accepter la défaite électorale si le vainqueur est modéré, l'ajout de l'option d'un vote négatif pourrait dépoliariser le spectre politique. La conséquence principale pourrait être une modération des programmes politiques et une diminution conséquente de la plupart des propos haineux, ainsi que des solutions radicales ou violentes. Pourrait-il détruire les incitations au populisme ? Le cas échéant, quelle serait l'équation la plus appropriée pour y parvenir ?

### A propos des initiatives

#### Scrutin équilibré, Association pour un vote négatif, Chine

Un scrutin équilibré est un scrutin où les électeurs ont la possibilité de voter POUR ou CONTRE un candidat. Le vote CONTRE sera comptabilisé comme moins un. Le vainqueur est la personne qui aura le nombre positif de votes le plus élevé. Chaque électeur n'a qu'une seule voix. L'initiative vise à améliorer tous les systèmes électoraux dans le monde en intégrant l'option de vote contre. Des recherches ont montré que cela augmenterait considérablement la participation des électeurs et que les candidats dits « populistes » recevraient des votes négatifs nets. Certaines élections, comme celle du secrétaire général des Nations Unies, font déjà appel à une telle option. Le résultat est considéré comme plus transparent et plus digne de confiance, car le vainqueur ne peut pas proclamer détenir la majorité du soutien de l'électorat.

## President 21, Institute for Democracy 21, République tchèque

Ce jeu civique en ligne est une application de vote en temps réel, où les citoyens peuvent désigner et voter pour leur candidat présidentiel idéal en utilisant le système de vote Democracy 21. Actuellement, le jeu compte plus de 100 000 utilisateurs actifs et il est probable que le jeu produira un candidat idéal acceptable pour la majorité des électeurs en raison de la nature du système. Chaque électeur peut émettre jusqu'à trois votes positifs valeur égale et jusqu'à un vote négatif. L'électeur doit utiliser au moins deux votes positifs pour pouvoir voter négativement.

### Points clés des débats

Impact potentiel sur le populisme. Une enquête sur les élections aux États-Unis, parrainée par l'Association pour un vote négatif, a mesuré l'impact potentiel du vote négatif. On a demandé aux répondants d'imaginer comment voteraient chaque électeur s'il lui était donné la possibilité de voter « contre » plutôt que simplement "pour". Chaque électeur n'a qu'une seule voix. Le vote "contre" est comptabilisé en moins et s'appelle un "vote négatif". Les résultats du sondage ont clairement établi que la participation électorale augmenterait si les électeurs avaient la possibilité de voter "non" : 16,6% des personnes interrogées avaient déclaré n'avoir aucune intention de voter à l'élection présidentielle. Toutefois, si elles avaient la possibilité d'exprimer un vote négatif, 12,2 % répondent vouloir s'abstenir de voter, ce qui représente une réduction non négligeable de 4,4 points. Sans la possibilité de voter "contre", l'enquête a donné Clinton gagnante avec 38,2% face à Trump 27,0%. Avec un tel système de vote, Donald J. Trump n'aurait pas été élu. En fait, Hillary Clinton n'obtiendrait que 6,7% des votes positifs nets et Trump obtiendrait davantage de votes "contre" que « pour ». Les modalités mathématiques modifient les résultats et les améliorent. En fait, la rhétorique extrême serait réduite, tout comme le populisme.

Le même impact potentiel est confirmé par Democracy 21. Alors que les systèmes de vote traditionnels ne recherchent que des vainqueurs et des perdants, des systèmes tels que celui promu

par l'Institute for Democracy 21 valorisent la satisfaction des électeurs, c'est-à-dire leurs préférences réelles. Si nous nous concentrons sur la satisfaction, ceux qui tentent de séparer l'opinion publique perdront à cause du nombre élevé de rejets contre eux. Bref, l'opinion extrémiste souffrirait du système démocratique qui exprimerait davantage de préférences.

Fonctionnalité, légitimité et gouvernabilité. Que se passerait-il si chaque candidat obtenait un vote négatif ? Des mesures correctives peuvent-elles être introduites, comme la possibilité de revoter par exemple ? L'introduction d'un nouveau système pose également des problèmes en termes de fonctionnalité : les électeurs pourraient avoir du mal à l'intégrer, il pourrait y avoir des erreurs. Les citoyens devraient néanmoins rapidement apprendre à l'utiliser.

Changement culturel. La théorie démocratique libérale traditionnelle met l'accent non seulement sur une personne, une voix, mais aussi sur le fait que ce vote est indivisible. Il est difficile de convaincre les citoyens qu'ils peuvent bénéficier d'un choix multiple. En effet, la règle "un électeur, un vote, un candidat" est encore bien enracinée et assez intuitive. Néanmoins, des travaux expérimentaux prouvent que les individus adhèrent à ce nouveau paradigme. Le vote évaluatif est une autre option intéressante, mais les citoyens ont-ils suffisamment de connaissances et d'intérêt pour l'utiliser ? Il est important d'adopter une approche souple. D'ailleurs, le vote négatif existe déjà dans nos systèmes de vote traditionnels parce que les électeurs adoptent des comportements stratégiques.

### Recommandations

- ✓ Tester de nouvelles règles de vote (par exemple, le vote négatif, le vote évaluatif, etc.) dans des contextes de plus en plus divers et mesurer leur impact effectif sur la participation électorale.
- ✓ Encourager et étudier les tests à l'occasion d'élections politiques réelles, tout en accompagnant les électeurs afin d'éviter les mauvaises pratiques.

# Lab 5 - Démocratie participative: un antidote au populisme ?

Parrainé par la Conférence des OING

## Modérateurs :

Mme Anna Rurka, Pologne, Présidente de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe  
M. Marko **Grdosić**, Croatie, Président du Conseil consultatif de la jeunesse

## Initiatives:

Participation des citoyens à des audiences publiques pour renforcer la démocratie, Défenseur du public des services de communication audiovisuelle, Argentine - présentée par Mme Paula Castello, Argentine, Chef du service Formation et Participation, Défenseur des services de communication audiovisuelle publique  
L'Assemblée des citoyens, Irlande présentée par Mme Sharon Finegan, Irlande, Secrétaire de l'Assemblée des citoyens  
Le Plan C, pour une Constitution d'origine Citoyenne, France, présentée par M. Etienne Chouard, Professeur d'économie et de gestion

## Intervenants:

M. Joseph Spiegel, France, Maire de Kingersheim

M. Nastimir Ananiev, Bulgarie, ancien député bulgare - Présentation des conclusions de l'exercice de simulation organisé par l'Ecole d'études politiques de Bulgarie pendant le Forum.

## Le laboratoire en bref

A ce jour, il n'existe pas de textes internationaux contraignants obligeant les pouvoirs publics à associer les citoyens aux processus de décision. Est-il possible de légiférer sur un processus démocratique spontané et pluridimensionnel fondé sur la participation citoyenne, au-delà des principes généraux ? Une reconnaissance publique des pratiques existantes et déjà institutionnalisées de la démocratie participative peut-elle faciliter ce processus législatif ? Est-ce la bonne façon d'aller de l'avant ?

Par ailleurs, les organismes participatifs et les expériences sont-ils un moyen d'accroître l'expertise des citoyens ? Comment les décideurs utilisent-ils l'expertise des électeurs dans la prise de décisions politiques, et vice-versa, quelle influence effective les participants ont-ils sur ce processus ?

Le laboratoire s'est penché sur des exemples de démocratie participative pour identifier les meilleurs moyens d'impliquer les citoyens dans les processus décisionnels politiques.

## A propos des initiatives

Participation des citoyens à des audiences publiques pour renforcer la démocratie, Argentine

Le défenseur argentin du public des services de communication audiovisuelle a tenu 20 audiences publiques régionales, trois rencontres nationales et dispensé d'innombrables cours de formation pour assurer la participation des citoyens. 4 940 personnes ont assisté aux audiences publiques et 10 866 ont participé aux étapes liées à son organisation depuis 2013.

Les audiences publiques sont des espaces de participation où les citoyens peuvent exprimer leurs opinions sur le fonctionnement des médias. C'est la première fois dans l'histoire argentine qu'une organisation publique appelle systématiquement les citoyens à exprimer leurs opinions sur les médias et tient compte de leurs commentaires lors de la définition des politiques publiques. C'est un moyen concret de renforcer le lien entre l'État, les citoyens et les médias.

L'Assemblée des citoyens, Irlande

Créé par le parlement irlandais, l'Assemblée des citoyens est un exercice de démocratie délibérative qui place le citoyen au cœur des problèmes juridiques et politiques importants auxquels fait face la société irlandaise aujourd'hui. Bénéficiant de conseils d'experts, impartiaux et factuels, les 99 citoyens membres de l'Assemblée traitent des sujets tels que le droit à l'avortement, les changements démographiques, les changements climatiques, etc. Leurs conclusions forment la base d'un certain nombre de rapports et de recommandations qui seront soumis à l'Oireachtas,

le Parlement irlandais, pour un débat plus approfondi par les élus. Les membres de l'Assemblée ont été choisis au hasard pour représenter les opinions des personnes d'Irlande et sont censés être largement représentatifs de la société en ce qui concerne l'âge, le genre, la classe sociale, la répartition régionale, etc. Elle a révélé que la société irlandaise était moins conservatrice que ses parlementaires.

Le Plan C, pour une Constitution d'origine Citoyenne, France

En organisant des ateliers, l'initiative vise à montrer que les citoyens ordinaires peuvent lire et critiquer leurs constitutions, en les encourageant à rédiger des amendements qu'ils souhaiteraient voir ratifiés. Les citoyens doivent veiller à ce qu'une constitution soit à leur service et non à l'usage discrétionnaire (parfois démagogique) de leurs représentants. Une fois que la population est ainsi prête à réfléchir personnellement et concrètement sur sa constitution, "Le Plan C" vise à promouvoir une assemblée constituante tirée au sort.

Selon le présentateur, l'expérience islandaise fondée sur l'élaboration populaire d'une nouvelle constitution a échoué, uniquement parce que la Cour constitutionnelle a jugé cette démarche illégitime, ce qui a permis au Parlement de réduire son champ d'application.

### Points clés des débats

Pour qu'un processus démocratique soit efficace, il faut impérativement que les quatre principes suivants soient garantis :

1. pas de démocratie sans une action publique fondée sur l'éthique et un accès limité au pouvoir pour tout élu ;
2. Le ou les élus doivent consacrer un lieu physique à l'exercice de la démocratie par les citoyens, afin de leur permettre de se réunir quand ils le souhaitent ;
3. La démocratie est avant tout un processus, avec un délai et différentes étapes nécessaires pour développer l'opinion des citoyens (le représentant élu est avant tout un facilitateur de ce processus plutôt qu'un représentant);
4. L'élu doit encourager les citoyens à donner leur avis, en commençant par ceux qui sont exclus de la vie de la ville (l'élu doit appliquer une méthode maïeutique pour faciliter l'expression de ces opinions).

La centralité du citoyen et le rôle de l'éducation. Si d'une part le populisme se proclame le défenseur des intérêts du peuple, et si, d'autre part l'objectif démocratique prioritaire est de faire en sorte que les personnes invisibles se sentent davantage intégrées dans la société, l'éducation populaire empêchera le populisme préfasciste.

Les affaires publiques sont intrinsèquement complexes et paradoxales, ce qui exige que :

- l'expertise des citoyens soit plus élevée, si nécessaire ;
- la qualité du processus, par une véritable ingénierie démocratique, soit plus importante que le résultat ;
- l'objectif n'est pas d'arriver à un consensus mou, mais de mettre en évidence, le cas échéant, des opinions contradictoires au même titre que les contestations du Moyen Âge.

La souveraineté appartient au peuple, les représentants n'étant que des serviteurs au service de ce dernier, ce qui implique de construire, au nom des citoyens, un cadre (constitution) qui permette de contrôler les représentants et de contenir leur pouvoir.

### Recommandations

- ✓ Encourager les individus à pratiquer la citoyenneté active grâce à l'éducation populaire, afin qu'ils s'approprient les outils de la démocratie participative et les fassent vivre, pour s'impliquer dans les processus décisionnels politiques ;
- ✓ Eduquer les citoyens sur la meilleure utilisation des outils participatifs et sur les moyens stratégiques et efficaces de faire pression pour que leurs opinions soient entendues.

### Assemblée des participants

Le débat sur d'éventuels cadres juridiques pour la démocratie participative s'est poursuivi au sein de l'Assemblée des participants. Tous les participants intéressés ont eu l'occasion d'expérimenter directement la démocratie participative, en débattant et en votant pour une recommandation clé du Forum de cette année.

Comme dans de véritables assemblées de citoyens, les participants au Forum ont pris place dans l'hémicycle, cœur du processus décisionnel du Conseil de l'Europe, pour débattre d'une question d'importance mondiale.

Modératrice : Mme Sharon Finegan, Secrétaire de l'Assemblée des Citoyens (Irlande)

Experts:

M. Gregory Dickov, Juriste auprès du Secrétariat de la Commission de Venise (agissant à titre individuel)

M. Yves Mathieu, Fondateur et Directeur de Missions Publiques (France)

M. Gráinne McMorrow, Juriste auprès du Secrétariat de la Commission de Venise (agissant à titre individuel)

M. Robert Wilson, Chercheur indépendant (Royaume Uni)

### L'assemblée en bref

La modératrice, Mme Sharon Finegan, a souhaité la bienvenue aux participants et a brièvement expliqué le processus de la session. En ce qui concerne l'Assemblée des citoyens irlandais, Mme Finegan a expliqué que cette session allait reproduire une étape spécifique d'un exercice délibératif de démocratie - le vote et la formulation de recommandations. En raison des contraintes de temps et des difficultés pratiques, il ne serait pas possible de reproduire un exercice de démocratie délibératif complet pendant la session.

M. Robert Wilson a brièvement retracé l'histoire des exercices de démocratie délibérative. Il a décrit comment elles sont généralement introduites à la discrétion des gouvernements. Il a expliqué le projet de proposition pour examen par les participants. Le projet de proposition, tel qu'il a été présenté, était le suivant :

- La Constitution devrait proclamer le principe de la démocratie délibérative, mais les principes de fonctionnement (assemblées, jurys, etc.) devraient être réglementés par la loi.
- Les organes de contrôle citoyens devraient avoir un pouvoir formel d'approuver/rejeter certaines lois prises par le législateur, et ce pouvoir devrait être garanti par la loi.
- Le pouvoir formel des organes de contrôle citoyens devrait s'étendre à tous les domaines, tant au niveau local que national.
- Les organes de contrôle citoyens devraient être des institutions permanentes.
- Les membres des organes de contrôle citoyens devraient être élus par tirage au sort et représenter la diversité de la société (âge, sexe, culture, etc.).

Il a décrit le projet de proposition comme visant à mettre en place des organes de démocratie délibérative sur une base permanente et à donner aux citoyens un droit à cette délibération qui serait inscrit dans la Constitution/législation.

M. Dickov et Mme McMorrow, en tant que membres de l'équipe d'experts juridiques, ont brièvement exposé les avantages et les inconvénients du projet de proposition pour éclairer la réflexion des participants.

La parole a ensuite été donnée aux participants pour leurs questions et propositions. Un large éventail de questions a été soulevé au cours du débat : certains participants se demandaient si au lieu de créer des organes supplémentaires une telle activité pouvait exister dans le cadre de nos mécanismes démocratiques existants, tels que l'adhésion à des partis politiques et le recours à la procédure référendaire. Cela supprimerait l'exigence de nouveaux cadres institutionnels.

Il y avait une tension entre ces organismes qui avaient un impact significatif et le retrait du pouvoir d'un plus grand nombre de citoyens.

Au cours d'une brève pause, l'équipe d'experts a reformulé le libellé de la proposition en tenant compte des commentaires des participants. L'équipe a convenu qu'il y avait consensus sur le point 1 du projet de proposition. Il a également été convenu qu'il y avait consensus sur le point 5 avec un amendement mineur pour qu'il se lise comme suit : « Les membres des organes de contrôle citoyens devraient être élus par tirage au sort et représenter la diversité de la société (âge, sexe, culture, etc.) ». Il a été convenu qu'il n'y avait pas suffisamment de débats ou de discussions sur les points 3 et 4 pour justifier un vote ou pour estimer qu'il y avait un consensus sur les points 3 et 4 en l'état. Étant donné que la majeure partie de la discussion a porté sur l'étendue du pouvoir qu'un tel organe devrait posséder, il a été convenu que le point 2 devrait être amendé pour prévoir trois options permettant aux participants de voter formellement sur le niveau de pouvoir accordé aux organes citoyens.

Le point 2 a été reformulé comme suit :

"Les organes de contrôle citoyens devraient avoir le pouvoir formel :

- A. d'approuver/rejeter certaines lois prises par le législateur, et ce pouvoir devrait être garanti par la loi;
- B. de proposer au Parlement l'ordre du jour législatif;
- C. d'être consulté sur les domaines relevant de la compétence du Parlement."

#### Résultat des votes

Pour ce qui concerne les options A-C, les participants ont voté comme suit :

A. Pouvoir d'approuver/rejeter certaines lois prises par le législateur, et ce pouvoir devrait être garanti par la loi	
Nombre de votants	21
	Résultat
OUI	13
NON	6
ABSTENTION	2

B. Pouvoir de proposer au parlement l'ordre du jour législatif	
Nombre de votants	21
	RESULTAT
OUI	14
NON	4
ABSTENTION	3

C. Droit d'être consulté sur les questions relevant de la compétence du Parlement	
Nombre de votants	25
	RESULTAT
OUI	13
NON	9
ABSTENTION	3

La recommandation votée par l'Assemblée des participants est que les organes de contrôle citoyens devraient avoir le pouvoir formel de proposer au parlement l'ordre du jour de la législation.

## Lab 6 - Déconnexion des citoyens : les partis peuvent-ils s'ouvrir ?

### Modérateurs:

M. **Răzvan** Rusu, Ambassadeur, Représentant permanent de la Roumanie auprès du Conseil de l'Europe  
M. Mohammad Sharifi, Pays-Bas, militant de la jeunesse ICAN, délégué de la jeunesse

### Initiatives:

Changement organisationnel grâce à l'innovation démocratique, PASOK, Grèce

Présentée par M. Antonios SAOULIDIS, Grèce, Avocat à la Cour Suprême – Membre du Cabinet politique et du Comité Central, PASOK

Quatre ans d'un Parti démocratique direct en Argentine, Net Party, Argentine

présentée par M. Alejandro INTI BONOMO, Argentine, Membre du Comité exécutif de Net Party

Changer la dynamique de la politique - la citoyenneté en tant que moteur du changement, Coalició Compromís, Espagne, présentée par Mme Agueda Micó, Espagne, porte-parole de Coalició Compromís

### Intervenants :

M. Ebrahim Adia, Royaume Uni, Conseiller municipal Bolton, Grand Manchester

M. Augustine Magolowondo, Pays-Bas, Institut néerlandais pour la démocratie multipartite c/o Centre pour la démocratie multipartite du Malawi

### Le laboratoire en bref

De nos jours, le rôle des partis politiques au sein des démocraties modernes est remis en question par les citoyens qui, ne se sentant plus représentés par des représentants politiques établis, montrent parfois un désintérêt total. Cela se manifeste par un taux élevé d'abstention lors des récentes élections européennes, mais aussi par la popularité croissante des partis politiques autrefois marginalisés dans le monde entier. Le fossé entre les citoyens et les partis politiques est plus perceptible que jamais et la menace populiste s'est clairement imposée comme une priorité démocratique. Dans ce contexte, certains partis cherchent à se réinventer en travaillant sur les réponses à la déconnexion des citoyens.

Ce laboratoire a examiné le niveau d'attractivité des partis et des mouvements politiques basés sur différentes formes de démocratie participative et a exploré les possibilités pour les partis traditionnels de se transformer et d'élaborer de nouveaux discours politiques renforçant la confiance des citoyens dans l'élaboration des politiques.

### A propos des initiatives

Changement organisationnel grâce à l'innovation démocratique, PASOK, Grèce

Le PASOK est aujourd'hui un parti social-démocrate en Grèce. Il a été fondé en 1974 comme parti nationaliste socialiste et de gauche. Stimulé par les pertes électorales après le succès

électoral de 1981 (majorité au parlement), le PASOK a mis en place un certain nombre d'actions participatives, telles que des réunions ouvertes au niveau local, la collaboration avec les autorités locales et les OSC, etc. Afin d'accroître la participation citoyenne, le PASOK a mis en place une structure décentralisée : représentations permanentes locales, comités préfectoraux, comités régionaux. Le PASOK est conscient que son intention de mieux intégrer les citoyens doit être contrôlée. C'est pourquoi des indicateurs de performance ont été élaborés, parmi lesquels le nombre de participants, le nombre de réunions organisées, le nombre de décisions prises, etc. Ces indicateurs initiaux étaient tous quantitatifs et non qualitatifs (qualité du dialogue, ampleur de l'accord...). Le processus de transformation du PASOK a rencontré plusieurs difficultés, les citoyens ayant exprimé par exemple leur déception à l'égard de la politique en général. Pour surmonter ces obstacles, le PASOK s'est efforcé de combler ce déficit démocratique en adaptant son organisation politique afin de mettre les citoyens en contact plus direct avec les décideurs et le processus décisionnel.

Quatre ans d'un Parti démocratique direct en Argentine, Net Party, Argentine

Le Net Party est un parti politique en Argentine composé de 1500 d'adhérents et environ 100 membres actifs impliqués dans les décisions quotidiennes. Son but est d'élire des députés aux élections législatives qui prennent des décisions en fonction des décisions prises par les gens ordinaires, au moyen d'un logiciel (DemocracyOS) qui recueille les opinions et les votes. Les députés

votent selon la décision prise par les participants en ligne, favorisant ainsi la démocratie "liquide", "hybride" et "directe".

Il y a quatre ans, une soixantaine de personnes se sont réunies quotidiennement pour débattre d'un sujet donné pour lequel elles ont pris une décision par consensus. Ces réunions ont souvent pris du temps avant qu'un consensus ne soit trouvé par la persuasion, l'argumentation, le partage d'expériences, etc. Mais cela n' a pas été ressenti comme une perte de temps ou un manque d'efficacité. Au contraire, les personnes étaient convaincues que leur voix était entendue et qu'elles pouvaient partager inconditionnellement leurs pensées, leurs doutes et leurs arguments.

Le Net Party n' a pas de programme ni d'agenda prédéterminés. Le seul but et raison d'être du parti est de représenter réellement les citoyens. Pour connaître l'opinion des individus sur une question donnée et parvenir à une décision commune ou consensuelle, des outils internet ont été utilisés pour atteindre le plus grand nombre de citoyens possible. Alors que le nombre de répondants a augmenté, Net Party s'est demandé qui il touchait vraiment via Internet. Grâce à des études spécialisées, il a appris que les répondants étaient des hommes d'une quarantaine d'années à revenu moyen. Cela ne lui convenait pas et les a incité à élaborer de nouveaux outils pour inclure les opinions des citoyens.

Changer la dynamique de la politique - la citoyenneté en tant que moteur du changement, Coalició Compromís, Espagne

Fondée en 2010, Compromís est une coalition politique de trois anciens partis politiques socialistes, complétée par environ 1.000 citoyens et OSC dans la province de Valence, assumant la responsabilité dans le gouvernement et le parlement de la province (environ 20% des voix aux élections de 2015). L'idéologie de la coalition peut être résumée comme "Valencianisme politique": situé à gauche du spectre politico-économique, les individus forment le noyau de leur politique. Le processus de Compromís pour présenter des candidats aux élections régionales de 2015 a été présenté : la formation des listes politiques était le résultat d'un processus participatif en ligne ouvert comprenant environ 40.000 citoyens impliqués (dont 30.000 personnes ont voté pour la formation des listes). Le site Web dédié contenait à la fois des informations sur les candidats, le processus et la manière dont les citoyens pouvaient s'impliquer davantage. Comme

Compromís siège actuellement au gouvernement, des changements structurels ont été introduits : par exemple, pour la première fois dans la province de Valence, un ministère de la Transparence du Consel Generalitat Valencia a mis en place des règlements sur la transparence (comprenant des règles sur les dépenses budgétaires et le contrôle, la confidentialité des données) et un code de bonne gouvernance (pour contrer et prévenir la corruption).

#### Points clés des débats

Décisions ascendantes des citoyens vs idéologie imposée par le parti/la coalition et contraintes institutionnelles/juridiques.

Les citoyens s'attendent souvent à ce que les politiciens soient là pour eux/qu'ils ne les « déçoivent » pas. Comment les partis y répondent-ils ? Les citoyens doivent-ils en apprendre davantage sur les pouvoirs et les limites actuels des institutions ? Les initiatives présentées sont-elles viables (p. ex. ancrées dans la constitution ou les instruments juridiques) ? Le Net Parti, par exemple, a été créé en réaction au manque de confiance des individus dans la politique, en utilisant de nouveaux outils et en introduisant un nouveau mode de prise de décision. Le point de départ sous-jacent de ce nouveau mode était que les coûts de participation des citoyens devaient être inférieurs aux coûts/impact potentiels des décisions prises sans leur participation (calcul coûts-avantages rationnels). La réalisation de changements durables est un processus d'apprentissage à long terme pour toutes les parties prenantes concernées).

D'une manière plus générale, les individus (en particulier les jeunes) pourraient avoir besoin de réajuster leurs attentes à l'égard des politiciens : les pouvoirs des gouvernants sont limités, ou souvent moins étendus que ce que l'on pense souvent (par exemple, à côté du gouvernement exécutif, la primauté du droit implique le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire). Les jeunes d'aujourd'hui ont grandi à une époque où "faire les choses vite et bien" est devenu la norme, alors que la prise de décision politique démocratique est souvent un processus qui prend beaucoup de temps. Nombreux sont ceux qui ont le sentiment que les décisions sont prises au-dessus de leur tête ; d'une part, ils se sentent invisibles, d'autre part, ils manquent souvent de connaissances sur les institutions politiques et leur fonctionnement. Comment éliminer/réduire efficacement ces

sentiments et ce manque d'information ? Quels sont les outils et les méthodes permettant d'améliorer les connaissances des citoyens et leur participation à l'élaboration des politiques ? Les gouvernements de coalition sont perçus comme un moyen possible de faire comprendre aux personnes comment fonctionne la prise de décisions politiques. Les personnes veulent s'impliquer dans la politique, mais elles manquent souvent de culture de la participation. Par conséquent, l'éducation politique (et la patience/temps) envers les citoyens est nécessaire, ainsi que les politiciens montrant le bon exemple (par exemple, puisque le Coalició Compromís promeut la mobilité verte, le gouverneur responsable vient au bureau à vélo). Trouver des solutions durables qui correspondent au contexte spécifique est un processus d'apprentissage par définition.

## Recommandations

- ✓ Promouvoir des occasions de dialogue face à face (donc au niveau local) pour permettre aux citoyens de réaliser que le changement est un processus à long terme, d'apprendre les uns des autres, de (re)formuler leur opinion et de prendre des décisions communes. L'apprentissage mutuel est donc un facteur important de changement démocratique (par exemple, les intérêts personnels des citoyens par rapport aux intérêts généraux ; les attentes des citoyens à l'égard des politiciens par rapport aux pouvoirs juridiques des politiciens) ;
- ✓ Analyser d'abord clairement ce qui est à l'origine de la déconnexion entre les politiques et les citoyens. Il est important de trouver des réponses lorsqu'on entame un processus de changement démocratique. En outre, il faut également examiner dès le départ comment le processus se traduira en actions politiques une fois élu et donc responsable.

## Lab 7 - Eclater les caisses de résonance des médias sociaux

### Modérateurs:

Mme Corina **Călugăru**, Ambassadeur, Représentante permanente de la République de Moldova auprès du Conseil de l'Europe  
M. Mukunda Nepal, Népal, Professionnelle de la communication, délégation de la jeunesse

### Initiatives:

Responsabiliser les utilisateurs et la communauté en ouvrant des caisses de résonance Facebook, « Tracking Exposed », Italie présentée par M. Claudio AGOSTI, Fondateur de Facebook Tracking Exposed  
Une boîte à outils pour les citoyens numériques, Nupinion, Royaume-Uni présentée par Mme Denise XIFARA, Grèce, Cofondatrice et spécialiste des données, Nupinion  
L'application The Read Across The Aisle app (USA) présentée par M. Nick LUM, Cofondateur de Read Across the Aisle

### Intervenants :

Mme Khedir Mabrouka, Tunisie, vidéo journaliste et reporter pour Deutsche Welle  
Mme Milena Santerini, Italie, Députée et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

### Le laboratoire en bref

Les caisses de résonance des médias sociaux posent un réel problème pour un débat civique sain, et cela se manifeste différemment selon les régions du monde - par exemple en présentant des histoires d'un seul côté de l'échiquier politique ou en fournissant une plate-forme pour les tentatives populistes de dénoncer les sources et les médias traditionnels. Dans un effort pour contrer les récits populistes, un certain nombre d'initiatives sont en train de mettre au point des outils qui aident les individus à évaluer leur "régime d'information" en examinant l'ensemble de l'histoire, ce qu'il pourrait manquer et où les informations se trouvent sur le spectre politique.

Comprendre son "régime d'information" peut être un moyen d'accroître le débat sur la santé en recadrant les enjeux et en exposant les individus à différentes perspectives. Au fur et à mesure que de nouveaux outils sont mis au point pour aider les individus à comprendre ces différentes perspectives, il serait important de reconnaître et de compenser les biais inhérents à leur conception (utilisation de l'intelligence artificielle, sous-représentation de certaines voix) et de veiller à ce qu'ils ne minent pas la confiance dans les médias. Ils devront également tenir compte du fait que tout le monde n'a pas la volonté ou la capacité d'ouvrir ses caisses de résonance. Les concepteurs devraient essayer de tenir compte des facteurs psychologiques qui peuvent déterminer la motivation des individus à utiliser leurs produits. Des réels investissements sont nécessaires pour que ce genre d'initiatives réussissent, et pas seulement sur le plan financier. En tant que start-up, les partenariats et les sources de financement sont aussi essentiels que la constitution d'une base d'utilisateurs. Si l'éclatement des caisses de

résonance des médias sociaux est le but recherché, il faudra un effort plus important de la part d'autres acteurs pour s'impliquer - y compris des institutions capables de responsabiliser les intérêts privés.

Le laboratoire a examiné les effets néfastes des bulles de filtre et des algorithmes des médias sociaux et a exploré des solutions pour sensibiliser les lecteurs à leurs habitudes de lecture et les aider à intégrer différentes visions du monde.

### A propos des initiatives

Responsabiliser les utilisateurs et la communauté en ouvrant des caisses de résonance Facebook, Italie

Facebook Tracking Exposed est une extension de navigateur, qui examine le contenu que Facebook donne à une personne et montre aussi ce qui est caché aux autres. La décision sur ce qui est vu et ce qui est caché n'est pas sous le contrôle de l'utilisateur. Le présentateur a insisté sur la nécessité de donner aux citoyens les moyens d'exercer un plus grand contrôle sur leur propre "régime d'information" et a expliqué comment ils devraient tenir les algorithmes responsables. Il a également averti que la technologie ne résoudra pas un problème politique, mais qu'elle peut être utilisée pour aider les individus à acquérir une plus grande conscience politique.

Une boîte à outils pour les citoyens numériques, Royaume Uni

Nupinion est une plateforme qui regroupe différentes sources d'informations du monde entier et de la sphère politique, sans dépendre d'aucune information personnelle sur le lecteur.

Démontrant les différents filtres que Nupinion offre aux lecteurs, la plateforme vise à accroître l'éducation aux médias et à aider les individus à se faire leur propre opinion sur ce en quoi ils peuvent avoir confiance et ce qu'ils doivent savoir, et plus largement, à favoriser l'empathie et un débat sain. L'application The Read Across The Aisle (Etats-Unis)

L'application The Read Across the Aisle est un outil qui encourage les individus à lire les nouvelles plus en détail, à comprendre l'étendue de leur couverture médiatique et à chercher d'autres points de vue auprès de sources qu'ils ne lisent pas nécessairement. Malgré l'utilisation croissante de cet outil, il est confronté à certains problèmes auxquels sont confrontées les start-ups dans ce domaine - perspectives mondiales, partenariats et financement. De nombreuses jeunes entreprises peuvent obtenir des fonds pour lancer leurs projets, mais la croissance et la durabilité dépendront de la recherche de nouvelles ressources, de partenariats institutionnels et de soutiens.

#### Points clés des débats

Manipulation vs information. Le discours civique est la cible d'attaques partout dans le monde et le sentiment populiste se propage plus facilement à travers la manipulation des plateformes de médias sociaux. La Tunisie est l'exemple d'un pays où la désinformation et la diffamation des médias sont trop fréquentes. Le populisme est le moyen pour les politiciens corrompus d'accéder au pouvoir, en tirant parti des plateformes de médias sociaux pour diffuser leurs messages, ce qui a un effet néfaste sur les processus démocratiques, à savoir l'abstention croissante des électeurs et la perte de confiance dans le journalisme.

Le problème est que le populisme perpétue la mentalité du "nous" contre "eux". La personnalisation à partir des plateformes de médias sociaux transforme la politique en un marché de matières premières, facilitant le contrôle de l'information et amenant les individus à croire certaines choses et à n'en parler qu'entre eux. La démocratie se construit ensemble, partageant des points de vue différents, de sorte que des initiatives comme celles présentées dans le laboratoire sont un moyen utile de créer l'autonomisation par l'accès direct aux sources d'information et un régime médiatique plus large. Cependant, deux points cruciaux doivent être pris en considération: 1) les initiatives doivent veiller à ne pas miner l'impartialité des médias et 2) il est

important de tenir compte des motivations psychologiques sous-jacentes pour rester dans sa bulle de filtre. Tout le monde ne veut pas changer son régime d'information...

Autonomiser les utilisateurs. Comment pouvons-nous encourager un esprit critique tout en étant conscients que les individus se sont peut-être déjà forgé des opinions et des préjugés sur un sujet ou une source d'information ? Quel type de sensibilisation utiliser pour ceux qui ne sont pas réceptifs ? Il est important de reconnaître que le fait d'être utile et de ne pas aliéner les utilisateurs potentiels, ainsi que de trouver des informations sur les sources qui se trouvent sur l'échiquier politique, sont des éléments importants pour produire un impact efficace. Tous les présentateurs du laboratoire explorent différentes façons d'améliorer leurs outils grâce à l'intelligence artificielle, en y ajoutant le dialogue et le débat ou les options de vote. Toutefois, en tant que start-up, ces initiatives doivent d'abord se concentrer sur certains éléments pour démarrer avant de pouvoir ajouter de nouvelles fonctions, notamment lorsque le financement repose sur le développement d'un produit fiable. L'éclatement des caisses de résonance des médias sociaux n'est pas facile, surtout lorsque les plateformes de médias sociaux deviennent une source d'information primaire. Tous les présentateurs croient qu'il est toujours possible d'atteindre les gens de l'autre côté des spectres politiques en sensibilisant davantage les individus aux points de vue opposés et en aidant à recadrer les enjeux.

Le rôle des institutions. Avec tant de programmes et d'intérêts interdépendants, les institutions peuvent jouer un rôle dans la responsabilisation des entreprises privées et la visibilité des petits projets qui visent à soutenir un dialogue public éclairé et sain.

#### Recommandations

- ✓ Encourager l'esprit critique et sensibiliser les individus à toutes les tendances inconscientes et à tous les mécanismes produits par les algorithmes ;
- ✓ Soutenir et donner de la visibilité aux projets qui créent et diffusent des algorithmes alternatifs pour faciliter l'accès à diverses opinions.

## Lab 8 - Corruption et populisme : les initiatives de surveillance communautaire peuvent-elles apporter leur aide ?

*Parrainé par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe*

### Modérateurs :

M. Jean-Baptiste Mattei, France, Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe

Mme Aline Zunzunegui, Mexique, Fondatrice de Ollin

### Initiatives :

Vouliwatch: "Encourager la démocratie", Grèce, présentée par M. Stefanos LOUKOPOULOS, Directeur de Vouliwatch

Partidos Públicos (Chili) présenté par M. Pablo Collada Chavez, Directeur exécutif de Fundación Ciudadano Inteligente

Cumuleo, Cumuleo.be / Anticor.be / Transparencia.be (Belgium) présentée par M. Christophe VAN

GHELUWE, Fondateur de Cumuleo.be

### Intervenants :

Mme Anne Brasseur, Luxembourg, Députée et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Mme Heather Mcvey, Royaume Uni, Conseiller du New Lanarks et membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

M. Paul Maassen, Pays-Bas, Directeur pour l'engagement de la société civile auprès d'Open Government Partnership

### Le laboratoire en bref

La démocratie est un système politique dans lequel les citoyens sont censés participer, non seulement en élisant leurs représentants, mais aussi en débattant d'un large éventail de sujets politiques. Bien qu'ils soient reconnus comme vitaux, certains débats, comme le montant et l'origine de l'argent gagné par un politicien, souffrent encore d'un manque de transparence. La transparence est la clé pour établir des liens de confiance entre les politiciens et la société civile. La méfiance envers les dirigeants politiques est au cœur de la corruption et, par conséquent, du populisme. Les politiciens pourraient s'obliger à rendre des comptes aux citoyens, en divulguant des informations qu'ils estiment devoir rendre publiques pour prouver qu'ils ne sont pas corrompus.

Les organisations de surveillance de la société civile sont des initiatives prises par des citoyens qui souhaitent documenter un fait : le manque de transparence concernant les activités des politiciens, - leur choix de vote, leur avis sur une question discutée en public, leurs activités annexes, etc.

Permettre et encourager les citoyens à en savoir plus sur ces sujets devrait raviver l'intérêt pour la politique tout en réduisant les comportements

hostiles à l'origine du populisme. Cela devrait également encourager les politiciens à être réceptifs à leurs suffrages, ainsi qu'à leur financement, ce qui, en fin de compte, pourrait réduire le niveau de corruption.

Si corruption et populisme vont de pair, quelles solutions peuvent apporter les organismes de surveillance de la société civile ? Le laboratoire a analysé l'impact des initiatives de suivi des citoyens sur la corruption et leur influence potentielle sur la lutte contre les tendances populistes grâce au renforcement de l'intégrité des parlementaires et autres élus, ainsi que de la confiance à leur égard.

### A propos des initiatives

Vouliwatch: "Encourager la démocratie" (Grèce)

En pleine crise financière et politique qui a frappé la Grèce, les individus ont perdu leur confiance dans la démocratie grecque, provoquant ainsi une sympathie croissante pour les partis extrémistes. En fait, 93% des personnes interrogées en 2013 pensaient que les politiciens grecs étaient corrompus. L'idée défendue par Vouliwatch est que la promotion de la responsabilité, de la transparence et de l'information peut rétablir le lien entre les citoyens et l'élite politique. Pour atteindre cet objectif, les fondateurs de Vouliwatch ont mis leurs espoirs dans les possibilités offertes

par l'ère numérique. Vouliwatch (vouli signifie "parlement" en grec) est une plateforme en ligne qui propose différents types d'outils permettant aux utilisateurs d'avoir un aperçu de ce qui se passe au Parlement grec. Les citoyens peuvent donc suivre les votes et les comportements des députés, mais aussi comparer les positions politiques pour comprendre le paysage politique.

Sur Vouliwatch, chaque député dispose d'un profil individuel fournissant des informations sur sa fonction, son groupe, son parti, son histoire politique et sa déclaration de revenus. Mais pour rétablir la confiance dans la démocratie, il est également nécessaire de renforcer le dialogue entre la société civile et l'élite politique. Vouliwatch permet donc aux citoyens de poser des questions aux députés par le biais du site web - les questions sont gérées par des webmasters qui les approuveront avant qu'elles ne soient adressées par courrier électronique aux députés, dont les réponses sont ensuite publiées sur la plate-forme : Les citoyens peuvent par exemple demander à leurs représentants de s'expliquer sur leur vote sur des sujets spécifiques, mais peuvent aussi leur faire part de leurs réflexions et suggestions.

Un autre aspect intéressant de cette initiative concerne la présentation et la réorganisation des données politiques. Chaque projet de loi soumis au Parlement est analysé et présenté par Vouliwatch. Comme les documents politiques sont rédigés de manière très technique et formelle, les organisateurs traduisent ces projets de loi en textes plus lisibles et compréhensibles pour les citoyens sans connaissances politique et juridique. Il existe également un outil de filtrage qui permet aux citoyens de naviguer facilement à travers différents projets de loi et types de législation, et qui propose des contextes historiques et politiques sur les débats politiques.

D'autres éléments fournis par la plate-forme concernent l'observation des politiques, qui permet de comparer les partis politiques sur des questions spécifiques en fournissant des données de vote et des activités croisées des différents acteurs au sein du Parlement. Enfin, Vouliwatch collecte les données financières qui sont diffusés sur la plate-forme. Les citoyens peuvent suivre et poser des questions sur le budget utilisé par le Parlement, en particulier sur le montant exact qui a été dépensé pour chaque sujet.

#### Partidos Públicos (Chile)

Dans une enquête récente menée au niveau national, la Fundación Ciudadano Inteligente a

constaté que la confiance des citoyens dans les partis politiques était d'environ 5%, alors que 70% des Chiliens déclaraient que les partis politiques étaient l'acteur le plus important pour une démocratie saine. Selon la Fundación Ciudadano Inteligente cette méfiance est un terrain fertile pour le populisme et l'autoritarisme. L'initiative Partidos Públicos veut s'attaquer à ce problème et contribuer à faire des partis politiques des entités fiables en promouvant une culture de transparence et d'ouverture. Ce projet propose aux citoyens des outils et des canaux de participation pour renforcer la transparence et la responsabilité au sein des partis politiques, par le biais d'une plate-forme numérique pour la publication et l'affichage d'informations sur leurs finances, leur prise de décision, leur structure organisationnelle et leurs relations avec d'autres entités.

Le premier obstacle que Partidos Públicos a dû franchir a été l'accès aux données. Entre-temps, une loi chilienne a été votée en 2016 suite à un énorme scandale politique et financier. Cette loi oblige désormais les partis politiques à publier un certain nombre de données concernant par exemple leurs finances, leur organisation, leur prise de décision et les liens avec d'autres structures et institutions. Cependant, ce genre d'information est encore difficilement accessible et lisible. La collaboration avec les partis eux-mêmes, les journalistes et les bénévoles, est fondamentale pour établir un lien entre l'information et les données financières. Par le biais de Partidos Públicos, les citoyens peuvent s'informer entre autres sur les revenus et les dépenses d'un parti, leurs dernières décisions, les mécanismes de prise de décision, comment les rejoindre, la présence nationale et le nombre de militants ou la participation des groupes historiquement exclus parmi ses membres.

Partidos Públicos a développé une stratégie pour promouvoir la participation citoyenne au moyen d'ateliers avec les organisations de la société civile et les médias, afin de promouvoir l'utilisation de la plateforme et de répandre une culture démocratique de transparence.

Afin de toucher un public plus large et d'encourager le débat public, l'initiative met également en place une campagne de communication pour soulager le rôle des partis politiques en tant qu'intermédiaires entre l'État et les citoyens. Pendant cette campagne, les militants de la Fundación Smart Citizens font des propositions concrètes pour améliorer la culture

démocratique au Chili - par exemple, lors de la rédaction de la loi sur la transparence en politique en 2016, ils ont pu contribuer au débat en suggérant d'ajouter certains éléments à la loi afin de la renforcer.

Cumuleo, Cumuleo.be / Anticor.be / Transparencia.be (Belgium)

Depuis 2004, toutes les fonctions publiques belges doivent être déclarées à la Cour des comptes et les documents sont publiés en ligne. Cela concerne aussi bien les personnalités politiques que tout autre fonctionnaire, comme les fonctionnaires de police par exemple. Mais la façon dont ces informations sont mises à la disposition du citoyen les rend illisibles en raison de la complexité des données et de la multiplicité des documents formels.

Cumuleo. be s'attaque à ce problème en collectant, analysant et résumant les données, aidant ainsi les citoyens à comprendre les activités des politiciens. Les éléments publiés par Cumuleo. be sont régulièrement cités par la presse et discutés sur les médias sociaux, contribuant ainsi à maintenir le débat sur les mandats cumulés et les conflits d'intérêts dans les débats publics.

En 2017, en plein scandales de corruption en Belgique, Cumuleo. be a mobilisé l'attention du public. Mais ce fait ne suffit pas à prévenir les conflits d'intérêts, car le cadre juridique existant en Belgique n'est pas correctement mis en œuvre et doit encore être amélioré. Les fonctionnaires ne communiquent pas toutes les informations alors qu'ils en ont le devoir, et seuls 40 cas de conflits d'intérêts potentiels ont été portés devant les tribunaux - aucun d'entre eux n'ayant eu de véritables conséquences juridiques. Le manque de volonté politique de changer la situation, ainsi que l'insuffisance du soutien financier au système judiciaire belge, qui n'a donc pas les moyens financiers suffisants pour mener à bien ces enquêtes, sont les deux problèmes majeurs qui ne peuvent être résolus que par une forte pression de la part de la société civile.

### Points clés des débats

Contre-discours positif pour rétablir la confiance. La presse et les médias sociaux ne se concentrent que sur les scandales et attirent toute l'attention sur les individus corrompus. Il en résulte une image systématiquement négative de la politique qui dévalorise le travail des parlementaires. Les

bonnes pratiques des parlementaires ne sont pas médiatisées, pas plus que les efforts des hommes politiques au quotidien. En dissimulant le fait que la plupart des députés font du bon travail, le public n'a tout simplement pas la possibilité de comprendre de quoi est fait le travail d'un député. Les initiatives citoyennes de surveillance, telles que celles présentées, sont donc les bienvenues : "les politiciens ont besoin de la société civile, car sans elle, la population de croit plus ce qu'ils disent", comme le prouve le témoignage de l'intervenante politique, Mme Anne Brasseur, députée et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Elle a signalé des cas où des citoyens ont réfuté ce qu'elle a dit. Lorsqu'elle les a encouragés à vérifier ses déclarations dans la presse, ils lui ont répondu qu'ils ne croyaient pas non plus en la presse. Dans ce contexte, les personnes de la société civile - associations, organisations de surveillance de la société civile, militants - semblent être en bonne position pour permettre un dialogue constructif entre citoyens et politiques.

Transparence des initiatives qui recherche la transparence. Comment s'assurer que les organisations de surveillance de la société civile – ou d'autres - n'utilisent pas intentionnellement ou involontairement ces informations à mauvais escient ? A titre d'exemple, Mme Brasseur a expliqué qu'une initiative similaire au Luxembourg suit le travail parlementaire des parlementaires. Pendant qu'elle participe au Forum Mondial de la Démocratie, l'application la signalera absente du Parlement - renforçant ainsi l'image d'une femme politique qui ne fait pas son travail - alors qu'elle contribue au Forum précisément en tant que députée. D'autres politiciens parmi les participants du laboratoire ont confirmé cette préoccupation : ils sont d'accord sur l'idée de favoriser la transparence et l'ouverture, mais s'inquiètent des abus que ces informations peuvent générer. Une culture de transparence et d'ouverture ne signifie pas seulement que les politiciens s'efforcent de changer leurs habitudes, mais aussi qu'ils doivent favoriser la capacité du public à manipuler les données auxquelles ils ont accès. C'est un processus de confiance mutuelle et d'apprentissage mutuel qui conduira à une nouvelle façon de repenser nos démocraties modernes. Au début, il peut y avoir des abus, mais avec le temps et la bonne volonté, ces défis seront effectivement relevés.

Interprétation des données et collaborations croisées avec les partis et les institutions. Comment ces initiatives utilisent-elles les données

? Sont-elles engagées politiquement? Les trois présentateurs sont convenus vouloir contribuer à la création d'une nouvelle culture politique, fondée sur la confiance et la transparence. Mais alors que Vouliwatch vise à rester neutre et refuse d'interpréter politiquement les données dans la mesure du possible, la Fondation Ciudadano Inteligente et Cumuleo. be ont des objectifs politiques. Cumuleo considère son travail comme faisant partie d'un lobbying plus large - dans le manifeste publié sur son site web, le gouvernement belge est appelé à mettre en œuvre les propositions du GRECO, qui sont souvent ignorées.

L'un des principaux défis, tel que rapporté par Partidos Públicos, est d'afficher des informations précieuses et d'en discuter avec différents acteurs - partis, institutions et autres partenaires concernés. La Fundación Ciudadano Inteligente tente, par exemple, de trouver de nouvelles idées pour améliorer les institutions démocratiques : tout en évitant de juger les partis et les politiciens ou de choisir son camp dans l'arène politique, ses actions conduisent inévitablement à un certain engagement politique.

Par ailleurs, les politiciens semblent parfois sceptiques, soupçonnant que ces initiatives sont financées par des rivaux ou qu'elles iront à leur rencontre d'une manière ou d'une autre. Au début, Vouliwatch a été accusée d'être une initiative d'extrême gauche, avant d'être accusée d'être dirigée par des militants d'extrême droite, puis d'être parrainée par l'aile droite. Concernant d'autres aspects qui nécessitent la coopération des politiciens - par exemple les questions/réponses en ligne, Vouliwatch a noté que de plus en plus de politiciens sont disposés à collaborer. La situation de Partidos Públicos est légèrement différente. Leur initiative repose principalement sur les données librement partagées par les partis. Au tout début, la Fundación Ciudadano Inteligente a dû faire face à l'opposition et au scepticisme. Les partis politiques ont refusé le dialogue, ils n'étaient pas habitués à ce genre d'initiatives - mais avec le temps, les politiciens sont de plus en plus à l'aise avec le partage de leurs données et comprennent aussi les avantages qu'ils peuvent en tirer.

Droit à la vie privée ? De nombreux politiciens de l'auditoire ont exprimé leur inquiétude au sujet de la protection de la vie privée. Afficher des informations sur les partis politiques et le travail parlementaire est une chose, mais qu'en est-il des données privées, comme les finances personnelles, les investissements et les biens personnels des

députés? Doit-on également les partager avec le public? Certains politiciens peuvent être à l'aise avec ces exigences, mais d'autres préféreraient préserver leur sphère privée. Les politiciens ont-ils droit à la vie privée ? Dans l'auditoire, certains députés ont soutenu l'idée, parce que les députés sont aussi des individus comme tout le monde et ont donc les mêmes droits que tout un chacun : il faut maintenir une distinction entre leur vie publique, qui doit être ouverte et transparente, et leur vie privée. Parallèlement, on a fait valoir que les fonctions des élus impliquent des responsabilités tellement élevées que le besoin de transparence doit prévaloir sur le droit à la vie privée. C'est en effet le seul moyen de lutter contre la corruption. Le contexte culturel fait la différence : aux États-Unis, par exemple, les personnes sont à l'aise pour parler de leurs finances et revenus privés, mais dans la plupart des pays européens, ces questions sont très sensibles. Certaines de ces informations sont d'intérêt public au point que des initiatives, comme Vouliwatch, affichent toutes les informations pertinentes sur les députés, même sans leur consentement.

Les organisations de surveillance de la société civile sont un symptôme de cette crise, et non une réponse. Ces initiatives citoyennes contribuent à des solutions, mais nous ne pouvons pas nous attendre à ce qu'elles résolvent les problèmes de confiance et de corruption qui nuisent à nos sociétés. La transparence est importante, mais ce n'est pas une fin en soi : nous devons créer des possibilités de dialogue, pour que les citoyens puissent interagir avec les politiciens. Ces outils ne pourront jamais changer la situation en l'état ; ils doivent être traduits et intégrés dans des institutions plus fortes. Combinées à d'autres efforts et en synergie avec d'autres projets, ces initiatives peuvent contribuer à renforcer la démocratie avec un "effet cascade". Selon FCI, les outils sont inutiles par eux-mêmes. Leur utilité potentielle découle du fait qu'ils font partie d'un plan de plaidoyer plus vaste. Vouliwatch.org, par exemple, a lancé un projet qui consiste à se rendre dans les écoles des quartiers d'extrême droite et à expliquer la démocratie aux jeunes.

## Recommandations

- ✓ Promouvoir des collaborations mutuelles entre les organismes de surveillance neutres des citoyens, les partis et les institutions afin de rendre l'information fiable plus facilement accessible ;
- ✓ Créer une culture de la transparence, en sensibilisant les responsables politiques et les citoyens à l'utilisation et à l'interprétation correcte des données. La

transparence n'est pas un but en soi, mais une première étape sur laquelle il est possible d'établir une relation de confiance et de dialogue entre les politiciens et les citoyens ;

- ✓ Intégrer ces initiatives citoyennes de surveillance dans les institutions démocratiques

## Lab 9 - Fake news: la vérification des faits fonctionne-t-elle ?

### Parrainé par la Région Grand Est

#### Modérateurs :

M. **Erdoğān İŞCAN**, Ambassadeur, Représentant permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe  
M. Conor McArdle, Royaume Uni, délégation de la jeunesse

#### Initiatives:

Protection des valeurs démocratiques par le biais du journalisme de vérification (sut.am), ONG "Union des citoyens informés", Arménie, présentée par M. Daniel Ioannisyān, Arménie, Fondateur de l'Union des citoyens informés

EUCHECK: écoles de journalisme de vérification, un réseau impartial, Association Européenne de formation au journalisme (EJTA), Pays-Bas, présentée par Mme Catherine Shanahan, Irlande, Maître de conférence et Responsable de la communication et du journalisme, Institut de Technologie, Dublin et Mme Carien J. Touwen, Pays-Bas, Maître de conférence et chercheuse en journalisme, Université des sciences appliquées, Utrecht

The Insider, Fédération de Russie, présentée par Mr Roman DOBROKHOTOV, Russie, rédacteur en chef de The Insiders

#### Intervenants :

M. Simas **Čelutka**, Lituanie, Directeur du programme européen de sécurité à l'Institut d'analyse des politiques de Vilnius

M. Gunnar Grímsson, Islande, Co-fondateur de Citizens Foundation

#### Le laboratoire en bref

Le laboratoire a examiné des exemples de méthodologies de vérification des faits afin d'identifier les approches les plus efficaces pour réprimer les fausses histoires. L'objectif de la session était de « s'attaquer au fossé grandissant entre les citoyens et les élites politiques et à l'impact du populisme sur la capacité des démocraties à défendre les droits de l'homme et les libertés fondamentales ».

#### A propos des initiatives

Protection des valeurs démocratiques par le biais du journalisme de vérification (sut.am) Arménie

L'Union des citoyens informés est une organisation non gouvernementale qui vise à accroître le soutien du public aux valeurs démocratiques en vérifiant les faits journalistiques. Elle lutte contre la désinformation qui sape l'activité des ONG, les valeurs démocratiques, les droits de l'homme, la liberté d'expression et les réformes politiques. L'organisation, par le biais du journalisme de vérification des faits, vise à accroître le soutien du public aux valeurs démocratiques, aux droits de l'homme, à la liberté d'expression et aux réformes politiques. Elle cherche à promouvoir les faits pour la population en général, à révéler "le visage réel et les discours des propagandistes et des

populistes", et à renforcer les capacités des médias libres en formant les journalistes à la politique étrangère, en publiant des documents officiels inédits, en préparant des documents et des débats utiles aux médias.

La démocratie en Arménie doit faire face à un triple défi : la désinformation, la propagande et le populisme. Les fausses nouvelles émanent de diverses sources, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Certaines sont officielles, d'autres officieuses, d'autres se propagent délibérément, d'autres sont le fruit d'erreurs ou de malentendus. Le présentateur a mentionné le rôle du « vive le patriotisme » dans la promotion du populisme par le biais d'une idéologie antidémocratique et nationaliste.

Pour contrer tout cela, l'Union a mis en place une série d'activités interdépendantes, dont la vérification directe des faits via le site web SUT.am, ainsi que la sensibilisation et le renforcement des capacités des citoyens locaux et des organisations de la société civile ainsi que des médias.

Dans l'ensemble, leur solution au problème des fausses nouvelles est la promotion de l'information basée sur les faits et sa diffusion à grande échelle au sein de la population, principalement par le biais d'images, de vidéos et des médias sociaux, en révélant le visage réel et le discours des propagandistes et des populistes.

The Insider (Fédération de Russie)

The Insider est un journal d'investigation qui informe ses lecteurs sur la situation politique, économique et sociale actuelle en Russie, tout en promouvant les valeurs démocratiques et en apportant un éclairage sur les questions liées aux droits de l'homme et à la société civile. En outre, The Insider met en œuvre le projet "Antifake", avec l'objectif de démystifier systématiquement les fausses nouvelles dans les médias russes afin d'aider son public à distinguer les informations pertinentes des fausses nouvelles et de la propagande.

Les fausses nouvelles ne sont pas un phénomène nouveau, elles existent depuis qu'existent les nouvelles. Toutefois, il semble que la situation change en ce qui concerne les méthodes utilisées pour les propager et leur potentiel de causer des dommages graves et de l'instabilité. Le présentateur a cité l'exemple des Russes qui se sont portés volontaires pour combattre dans le récent conflit en Ukraine sur la base de fausses nouvelles prétendument produites par des équipes numériques payées par l'État russe. Cela a ensuite eu une conséquence directe sur les régions de l'Ukraine qui ont connu des conflits. Un autre exemple est celui d'une histoire propagée par de personnalités politiques russes et récemment démystifiée par The Insider, selon laquelle des agents occidentaux recueillaient du matériel biologique russe pour créer des armes biologiques ciblées contre les Russes de souche. Ces exemples montrent comment les fausses nouvelles font partie de la guerre de l'information.

EUCHECK: écoles de journalisme de vérification, un réseau impartial, Association Européenne de formation au journalisme (EJTA), Pays-Bas

EUCHECK s'efforce d'être une référence pour la vérification des faits politiques de l'UE, tout en promouvant les études européennes et en développant la vérification des faits. Il comprend 15 écoles de journalisme dans toute l'Europe (au sein de l'EJTA, qui comprend elle-même 70 écoles de journalisme dans 28 pays). EUCHECK vise à soutenir le journalisme de qualité et l'enseignement du journalisme tout en testant de nouveaux accords de coopération, pour renforcer la crédibilité des médias ; contribuer à l'exactitude des déclarations politiques européennes ; engager les citoyens européens ainsi que créer des incitations à diffuser des informations vérifiées sur

les médias sociaux ; développer une méthodologie européenne de ressources éducatives ouvertes (REL) ; et établir une coopération avec des responsables nationaux de la vérification des faits de qualité.

La principale cible est la jeunesse. Selon Shane Smith, PDG de Vice, les jeunes sont en colère, privés de leurs droits et ne font pas confiance aux médias grand public. C'est ce que prouve par exemple le fait que le téléspectateur moyen de la BBC a 60 ans. L'intérêt des fausses nouvelles pour les jeunes publics est évident – la plupart étant répandue sur les médias sociaux. Le vrai défi pour les médias traditionnels est de reconnaître qu'ils opèrent dans un environnement riche en propagande et en désinformation. Dans ce contexte, l'objectif d'EUCHECK est de former une nouvelle génération pour s'assurer que le public est bien informé. Il a été démontré que la connaissance préalable est une défense essentielle contre les fausses nouvelles.

Les résultats escomptés du projet pour 2020 sont les suivants: a) co-création de modules de vérification des faits dans les programmes d'enseignement du journalisme dans les écoles ; et b) mise en place de plates-formes de vérification des faits au niveau national. Pour les élections européennes de 2019, EUCHECK a l'intention de regrouper toutes ses plates-formes nationales sous un seul portail paneuropéen.

### Points clés des débats

Les fausses nouvelles comme menace fondamentale à la démocratie et au pluralisme partout dans le monde. Alors que les fausses nouvelles ont toujours existé, Internet leur a permis de prendre de l'ampleur et d'avoir une influence sans précédent. Cela a déjà causé de graves préjudices à des personnes dans des endroits comme l'Ukraine. Sans la confiance dans les institutions et dans l'information dont disposent les citoyens, il ne peut y avoir de véritable débat et prise de décision.

Accroître l'impact de la vérification des faits. Il existe de nombreuses initiatives de vérification des faits qui sont excellentes, mais leur envergure et leurs ressources sont insuffisantes par rapport à celles de l'industrie des fausses nouvelles. L'engagement des médias grand public et la vérification des faits dans leur travail, qui tient compte d'autres modèles d'affaires (pas seulement en s'appuyant sur le sensationnalisme commercial)

peut être une solution. La qualité du journalisme a chuté à mesure que les modèles d'affaires ont poussé les médias à accorder la priorité aux recettes publicitaires plutôt qu'à la production journalistique. Dans le cas des médias sociaux, les grandes entreprises telles que Facebook et Google doivent assumer une plus grande responsabilité en ce qui concerne l'exactitude du contenu diffusé par leurs canaux et le rôle des bulles de filtre dans la polarisation de la société.

En terme d'approches, il est important d'être plus proactif en démasquant les fausses nouvelles plutôt que de simplement démystifier les discours les uns après les autres. Dans l'ensemble, il est nécessaire de se concentrer sur le cœur du problème en examinant les tactiques, les stratégies et les objectifs des protagonistes - le type de récit qu'ils diffusent - et d'attirer ensuite l'attention des citoyens sur ce point.

Certaines des actions les plus importantes pour lutter contre les fausses nouvelles sont : le renforcement des capacités des médias et des journalistes ; l'éducation du public, en particulier dans le domaine de l'éducation aux médias ; et la sensibilisation des groupes exclus - les jeunes, les femmes et ceux qui soutiennent les populistes - en simplifiant le langage et en produisant plus de résultats visuels (par exemple, des infographies).

Collaboration horizontale entre les initiatives de vérification des faits et collaborations verticales par le biais du crowdsourcing. Il est essentiel d'améliorer la coordination entre les initiatives de vérification des faits afin d'éviter les double-emplois et la perte de temps et d'efforts qui en découle. Il n'est pas possible de démystifier les discours un par un. Tous les projets présentés partagent une chose - de petits groupes de

personnes qui essaient d'influencer le changement dans leur environnement - c'est prometteur parce que les individus ont plus tendance à croire en quelque chose de quelqu'un qu'ils connaissent. Une solution possible pour atteindre un public plus large pourrait être de trouver des informations plus précises grâce au crowdsourcing. Le Crowdsourcing peut se passer bien ou mal - la principale différence est de savoir s'il est amusant d'y participer et si vous en tirez quelque chose personnellement. Wikipédia est évidemment l'exemple le plus grand et le plus réussi du crowdsourcing.

## Recommandations

- ✓ Former les médias grand public à la vérification des faits et encourager une plus grande responsabilité dans le journalisme ;
- ✓ Diffuser des techniques simples de vérification des faits parmi la population, en envisageant des modèles d'affaires alternatifs (p. ex., crowdsourcing) qui permettent d'atteindre un plus grand public ;
- ✓ promouvoir collectivement les valeurs inhérentes au projet européen, car l'Europe a perdu son influence auprès des citoyens européens, permettant aux étrangers de provoquer une fragmentation ;
- ✓ s'attaquer au cadre juridique et réglementaire pour lutter contre la désinformation (en veillant également au respect des normes internationales).

## Lab 10 - Artivism contre populisme

### *Parrainé par la ville de Strasbourg*

#### Modérateurs :

Mme Nawel RAFIK-ELMRINI (France), Adjointe au maire de Strasbourg  
M. Suhaib Al-Shrosh Al-Masedin, Jordanie, Fondateur de "Haweytna"

#### Initiatives:

École d'activisme créatif, États-Unis présentée par Prof. Stephen Duncombe, États-Unis, Co-Directeur de l'École d'activisme créatif

Collectif sans peur, Inde/Pakistan présentée par Mme Shilo Shiv Suleman, Inde, co-fondatrice du Collectif Sans peur

Boiling Point, Mouka Filmi Oy / Campagne Boiling Point, Finlande, présentée par Mme Riikka Kämppi, Finlande, Directrice de la campagne Boiling Point

#### Intervenants:

Mme Lisa ROBINSON (Royaume Uni), Black Lives Matter, Royaume Uni

M. Raphaël COMTE (Suisse), Député et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

### Le laboratoire en bref

Si penser à la démocratie rappelle souvent l'image d'un café où les hommes ont des discussions rationnelles conduisant à des décisions rationnelles sur la manière de résoudre certains problèmes spécifiques, la réalité de la démocratie est très différente dans la pratique. La démocratie ressemble davantage au tableau suivant : manifestations de rue, leaders charismatiques et discours politiques populistes destinés à déclencher une réaction émotionnelle du public cible. Par conséquent, la plupart des décisions politiques prises par la société civile sont le produit d'un processus émotionnel plutôt que le résultat d'une pensée rationnelle. Cette prise de conscience souligne la nécessité d'utiliser de nouveaux outils, de nouveaux langages et de nouvelles méthodes pour rendre l'activisme plus efficace et lui permettre d'atteindre un public plus large. Le champ de l'activisme est en effet celui des symboles et des significations; le but est donc de savoir s'y retrouver et de l'utiliser au mieux pour initier des changements à grande échelle.

Le laboratoire s'est penché sur le rôle des arts et de la culture dans l'élaboration de l'éthique et des valeurs politiques, ainsi que sur leur impact sur la création de changements sociaux et politiques.

### A propos des initiatives

École d'activisme créatif, États-Unis

Le concept de l'école d'activisme créatif a été présenté. Il s'agit d'un modèle de formation de 4 à

5 jours qui utilise les techniques de la culture populaire et de la pratique artistique. À l'issue des premiers jours d'ateliers, d'exercices interactifs, de conférences sur des thèmes tels que "Études de cas contemporains", "Exemples historiques", "Théories de la connaissance", "Techniques de mobilisation" et "Campagnes créatives", les militants décident d'une "action", et ont 24 heures à leur disposition pour la mettre en œuvre.

L'initiative est centrée sur le concept de culture populaire qui est "le dépositaire de nos rêves, de nos peurs, de nos désirs et de nos cauchemars". Selon le professeur Duncombe, directeur de l'école d'activisme créatif "la culture populaire, que cela nous plaise ou non, est populaire" et elle peut "nous apprendre beaucoup sur la façon de toucher les gens d'une manière qui les interpelle". Il a souligné que la culture populaire peut nous mener "à une démocratie plus solide en nous enseignant les désirs et les craintes de tout un chacun et comment parler avec eux pour qu'il puisse nous entendre".

Collectif sans peur (Pakistan/Inde)

Selon Mme Shiv Suleman, co-fondatrice du Collectif Sans Peur, "la beauté nous sauve": les individus font l'expérience de la beauté sans s'en rendre compte, que ce soit en cuisinant, en faisant du shopping ou d'une autre manière. L'objectif du Collectif Sans Peur est de promouvoir le passage de la "peur à l'amour" en utilisant l'art participatif dans les espaces publics.

Le Collectif Sans Peur se définit comme une "révolution douce" : l'important est "l'accès" et le but est de créer "un mouvement participatif de

femmes et de jeunes filles revendiquant des espaces publics à travers l'art et le conte". N'importe qui peut se joindre au Collectif sans peur et contribuer à la création d'outils. C'est en fait une méthodologie open source. L'accent est mis sur les "affirmations positives". L'imagination joue un rôle clé: "l'amour est un acte collectif d'imagination".

Boiling Point, Mouka Filmi Oy/Campagne Boiling Point, (Finlande)

Le documentaire « Boiling point » (Point d'ébullition) a été produit pour promouvoir le dialogue et le respect entre des personnes de vues opposées, alors qu'une division dans le pays émergeait lentement depuis 2015 en raison de la crise des réfugiés. En effet, les individus ne discutent qu'avec des personnes partageant les mêmes idées ou préfèrent éviter le sujet. L'objectif du documentaire était de toucher tout le monde, même les personnes qui ont des opinions populistes et racistes. Dans ce film, deux personnages aux vues opposées discutent dans un sauna. Les personnages du film sont traités sur un pied d'égalité et tous ont été créés comme des personnages complexes.

La distribution du film était assez unique, l'équipe de production a mis en place un site web où chacun pouvait s'inscrire et organiser une projection du film. Entre février et mai, 738 projections ont eu lieu en Finlande et dans 20 autres pays (dont l'Afghanistan, l'Australie, le Japon, la Malaisie et le Paraguay). Ce chiffre est d'autant plus élevé que le nombre de personnes ayant demandé la projection du film a augmenté après le mois de mai. Au total, au cours de la période mentionnée, 18 000 personnes ont participé à ces événements. Il a été diffusé à la télévision finlandaise et regardé par 250 000 personnes.

#### Points clés des débats

« Qui et que transforme Artivism ? » Le Collectif Sans Peur se concentre sur la "récupération de l'imagination de la peur", afin que chacun puisse être potentiellement affecté par cette forme d'activisme puisque son but est de faciliter un accès plus facile et plus inclusif au champ de bataille politique. L'École d'Activisme Créatif a un impact direct et fort sur les militants eux-mêmes grâce au format de l'atelier. Une fois que ces militants acquièrent les compétences précieuses qui leur permettent de naviguer sur le terrain

politique constitué de symboles et de significations, en les utilisant à leur avantage, ils transmettent nécessairement ces connaissances aux communautés avec lesquelles ils travaillent directement. Un cercle vicieux est en place. Dans certains cas, cela peut prendre des années avant d'avoir un impact efficace, mais « d'une manière ou d'une autre, cela se répercute toujours ». Un documentaire, tel que Boiling Point permet de toucher tout le monde, y compris les personnes "de l'autre côté".

"Les modèles Artivism sont-ils reproductibles?" Les méthodes et les compétences de l'École pour l'Activisme Créatif sont sans aucun doute transférables à d'autres pays et à tous les militants potentiels (ce qui est en fait le but de l'École pour l'Activisme Créatif), mais le contenu lui-même ne l'est pas: il doit être adapté aux circonstances nationales/locales.

Le transfert du modèle de Boiling Point s'est fait sans intention ni attente préalable: le film a également suscité l'intérêt d'autres pays. Un rapport a été publié sur le site web du film et les individus peuvent lire les leçons apprises pendant le projet. L'équipe de production a utilisé une approche de start-up et encourage d'autres personnes à travailler de la même façon et à développer du contenu en collaboration avec le public.

« L'Artivism est-il inclusif ? » L'Artivism permet-il de discuter avec des personnes qui n'ont pas la même opinion et de toucher des personnes qui ont actuellement moins accès à la culture ? Quel rôle les émotions jouent-elles ? Le recours systématique aux émotions pour déclencher le changement est-il une méthode populiste ? L'école de l'activisme créatif ne peut être assimilée à aucun type de populisme, étant donné sa façon ethnocentrique de faire de la politique. Cependant, les activistes visent à être populaires mais toute généralisation et association simpliste avec le populisme serait inexacte. Tous les présentateurs s'accordent pour dire qu'un moyen efficace d'atteindre les catégories "populaires" au sein de la société civile consiste à recourir à l'humour. Le documentaire Boiling Point, par exemple, a adopté une stratégie, baptisée "soulagement comique" ; il est plus facile d'accepter la tragédie et, en général, le message véhiculé par de telles campagnes si elles sont entrecoupées d'images comiques pour alléger les aspects plus dramatiques. Selon le Collectif Sans Peur, il est important d'utiliser une combinaison de catharsis et de transmutation.

## Recommandations

- ✓ Encourager l'utilisation de la culture populaire et des pratiques artistiques et soutenir les initiatives qui utilisent l'art et la culture pour faire participer les militants et le grand public, telles que par exemple des formations et des ateliers spécifiques à l'intention des militants et d'autres activités menées dans les espaces publics qui ont également un impact sur le grand public ;
- ✓ Encourager les nouvelles approches lors de la conception de telles activités: par exemple, développer le contenu et les matériaux en impliquant dans le débat des personnes ayant des opinions différentes, en tenant compte de leurs réactions ;
- ✓ Soutenir les initiatives qui sont inclusives et accessibles et qui touchent les personnes ayant un accès limité aux arts et à la culture: en particulier, promouvoir les initiatives qui utilisent une méthodologie open source et transférable dans d'autres pays et qui peuvent être adaptées aux circonstances nationales/locales.

# Lab 11 – La démocratie peut-elle survivre sans médias de service public ?

*Parrainé par l'Union Européenne de Radio-Télévision*

Modérateur :

M. Matjaz GRUDEN, Directeur de la planification politique, Conseil de l'Europe

Initiatives:

La couverture de la campagne du Brexit par la BBC, présentée par M. Richard SAMBROOK, professeur de journalisme à l'université de Cardiff, ancien directeur de l'information de la BBC (Royaume Uni)

Contrôle de la Pologne sur les médias publics de radiodiffusion, présentée par M. Stanislaw JEDRZEJEWSKI, Professeur, Université Kozminski, ancien vice-président de l'Union européenne de Radio-télévision (Pologne)

Intervenants :

M. Jean-Paul PHILIPPOT, Président de l'Union européenne de Radio-télévision, administrateur général de la Radio-Télévision Belge de la Communauté Française (RTBF), (Belgique)

Mme Uduak AMIMO, Journaliste, animatrice de "Cheche", Citizen TV, (Kenya)

M. José CEPEDA GARCÍA DE LEÓN, Député et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Espagne)

## Le laboratoire en bref

Les médias sont au cœur de la bataille entre populisme et démocratie. Les médias de service public (MSP), qui sont encore la source d'information la plus pertinente dans de nombreux pays européens, sont de plus en plus exposés aux pressions de leurs gouvernements alors que leur indépendance est cruciale pour garantir une véritable information factuelle et pour réduire l'impact croissant de ce que l'on appelle la "fausse nouvelle".

Le laboratoire a analysé la relation bilatérale entre les médias de service public et le populisme : comment le populisme affecte-t-il les médias de service public et vice-versa, comment les MSP peuvent-ils contrer les stratégies et la propagande populistes ?

La plupart des partis populistes revendiquent une représentation exclusive de la volonté du "peuple", délégitiment en leur nom d'autres groupes et refusent tout contrôle démocratique. Des médias critiques et de meilleure qualité peuvent contrebalancer ces arguments. Les MSP sont donc les garants de la démocratie. En fait, les MSP ont été créés et développés dans toute l'Europe occidentale lorsque la démocratie est devenue la norme après la deuxième guerre mondiale.

Les populistes s'opposent aux MSP parce qu'ils pensent que la diversité est un problème pour la société, alors que les MSP ont présenté des points de vue plus nuancés sur la question. Les journalistes et les médiateurs sont une cible pour

le populisme qui tente de démanteler pouvoirs et contrepouvoirs une fois au pouvoir.

Il y a deux ans, l'Union européenne de radio-télévision a réalisé une étude sur les corrélations entre les MSP et d'autres facteurs et a établi ces liens:

- Une plus grande confiance dans les médias s'accompagne généralement d'une plus grande liberté de la presse.
- Un financement plus durable des MSP est lié à une liberté de la presse plus grande.
- Plus la part de marché des MSP est importante, plus la pénétration des partis d'extrême droite est faible.
- Plus la part de marché des MSP est élevée, plus la corruption est faible.

## A propos des initiatives

L'exemple britannique

La campagne sur le référendum britannique a été très polarisée, divisant un pays en deux sur une question d'importance sociale énorme.

En tant que MSP britannique, la BBC avait clairement la responsabilité de rendre compte de la campagne de façon impartiale. Mais sans accord sur les "faits" du retrait de l'UE, comment y parvenir ? La diffusion d'informations impartiales fiables dans ce climat exige une gestion complexe

et nuancée - difficile équilibre. La BBC a fait des efforts significatifs mais jugés insuffisants.

#### L'exemple polonais

Depuis décembre 2015, les médias publics polonais se heurtent à une nouvelle situation : le nouveau gouvernement et la majorité parlementaire ont initié une série d'actions visant à placer les MSP sous leur contrôle étroit. Une ordonnance de décembre 2015 a conféré au ministre du Trésor le pouvoir de nommer et de révoquer les dirigeants des MSP. Une autre loi a transféré les compétences à un nouvel organe : le Conseil national des médias, dépendant financièrement de la Chancellerie du Parlement et dont la nomination des membres suit une procédure controversée en l'absence de tout contrôle public. 232 journalistes et rédacteurs en chef ont été licenciés dans le cadre d'une restructuration. Les principaux effets de cette réforme ont été le manque de diversité des opinions, la diminution du pluralisme et de l'impartialité.

Le cas polonais n'est pas isolé. Les mêmes problèmes touchent d'autres pays, comme les Pays-Bas par exemple, où différents gouvernements ont limité l'indépendance des MSP en réduisant systématiquement leurs budgets. La Hongrie et la Grèce ont même fermé certains de leurs médias nationaux en leur coupant leur budget puis les ont rouverts avec moins de ressources.

#### Points clés des débats

Le rôle des médias de service public aujourd'hui. Les acteurs non traditionnels occupent le paysage médiatique aujourd'hui. Internet est devenu l'une des principales sources d'information. Alors qu'une part croissante du débat public se déroule dans les nouveaux médias, les politiciens y consacrent plus de temps et de ressources. Le populisme utilise les médias sociaux pour diffuser sa propre vérité. Un tel scénario interroge à la fois le rôle du MSP et le profil/la profession des journalistes. Qui est journaliste aujourd'hui? Qu'est-ce qui distingue les journalistes de ceux qui se contentent d'insérer des données en ligne avec les mêmes technologies?

Les règles des MSP sont constamment remises en question. S'il existe des normes sûres en matière de journalisme de qualité, le défi consiste aujourd'hui à s'assurer que ces normes sont respectées et à trouver un moyen pour les MSP de s'adapter à un environnement profondément

modifié par le populisme et à une demande décroissante de journalisme basé sur la vérification des faits.

Les MSP ont encore un rôle fondamental à jouer pour servir l'intérêt public, diffuser des informations factuelles et s'attaquer à toute forme de propagande. C'est la perception subjective et l'utilisation manipulatrice du concept d'intérêt public par les populistes qui minent ce rôle. La vérification des faits est essentielle, tout comme le sont les données validées partagées. Il est du devoir des médias traditionnels de vérifier les faits, mais ils ne peuvent pas faire ce travail seuls. Ils ont besoin de l'aide des géants d'Internet qui ont également une responsabilité claire pour stopper la propagation des fausses nouvelles.

Éthique et formation au journalisme. Les gouvernements peuvent changer au fil du temps. Le point clé est de savoir quel modèle de journalisme prévaudra et devra être poursuivi. Des écoles de journalisme ont été créées et leurs étudiants ont été formés avec des principes éthiques clairs. La formation est sanctionnée par un diplôme, et les journalistes savent quels codes de conduite professionnelle ils doivent respecter. Est-ce suffisant dans le scénario actuel ? Les journalistes doivent-ils rester neutres lorsque des valeurs fondamentales sont attaquées, ou doivent-ils être les premiers militants des valeurs démocratiques ?

Le défi du financement. Dans certains pays, le système de financement des MSP est menacé et dans d'autres, il est très fragile et complexe. La redevance pour les médias de service public est de plus en plus critiquée, mais les individus continuent d'affirmer qu'ils préfèrent payer pour des médias de qualité. Comment renforcer le système de financement des MSP pour l'intérêt général?

Coopération entre les pays. Dans certains pays, les journalistes se trouvent dans des situations très critiques et la vérification des faits et l'impartialité font l'objet de menaces considérables. Par exemple, les scandales des Panama papers et Paradise papers prouvent que les coopérations transnationales sont possibles et doivent être explorées.

## Recommandations

### CONDITIONS PREALABLES :

- ✓ Renforcer l'indépendance éditoriale et la viabilité financière des médias de service public, y compris en renforçant la vigilance sur le respect des normes y afférentes ;
- ✓ renforcer l'indépendance du régulateur indépendant des médias audiovisuels conformément aux normes internationales sur la liberté d'expression ;
- ✓ Assurer la pleine conformité de la législation nationale avec les normes internationales en matière de liberté d'expression, y compris la protection et la promotion du pluralisme et de la diversité.

### SOLUTIONS A COURT TERME :

- ✓ lutter contre la diffusion d'informations délibérément trompeuses et restaurer la confiance dans le journalisme et les médias en général et dans les MSP en particulier, promouvoir la coopération transfrontalière (suivant l'exemple de l'ICIJ), renforcer le professionnalisme et la reconnaissance des journalistes ;
- ✓ renforcer la coopération entre les nouvelles plateformes de distribution et les médias traditionnels pour lutter contre les fausses nouvelles au niveau européen et pour soutenir et promouvoir la vérification des faits et du journalisme basé sur les preuves (en utilisant par exemple des outils tels que la plate-forme

de données ouvertes pour vérifier les informations au niveau européen, des plateformes de vérification des faits dirigées par les médias professionnels et financées par des intermédiaires) ;

- ✓ renforcer les obligations du MSP en matière de transparence du processus de prise de décision éditoriale et politique, en recréant un lien de confiance avec le public, notamment en situation de crise ;
- ✓ promouvoir et préserver la diversité, promouvoir la coopération transfrontalière en mutualisant les ressources pour le journalisme d'enquêtes ;
- ✓ renforcer le professionnalisme des journalistes et assurer une meilleure rémunération de leur travail, renforcer leur autonomie dans la rédaction.

### SOLUTIONS A LONG TERME :

- ✓ Créer des liens et des passerelles entre les MSP et les systèmes éducatifs pour développer une expérience d'apprentissage tout au long de la vie, notamment en renforçant et en actualisant les connaissances historiques et les cours d'éducation aux médias ;
- ✓ Proposer des nouveautés qui ne sont pas seulement diffusées via les "hard news" mais aussi entre d'autres programmes programmés par les radiodiffuseurs nationaux.

## Lab 12 –Big data: faire campagne ou manipuler ?

### Modérateurs:

Mr Bjorn Berge, Directeur Général, Secrétaire du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe  
Mr Fausto Gernone, Italie, délégation de la jeunesse

### Initiative:

Next Generation Engagement Through Direct Grassroots Investment (Etats-Unis) présentée par M. Dan J. Kessler, Candidat au MBA à MIT Sloan School of Management

### Intervenants :

Mme Lisa-Maria Neudert, Allemagne, chercheuse au sein du projet Propagande informatique, Oxford Internet Institute  
Mme Alice-Mary Higgins, Irlande, Députée et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

### Le laboratoire en bref

Les méga données sont la dernière invention technologique pour influencer la politique et l'engagement politique. Les partis politiques ont utilisé les innombrables données en ligne de l'électorat pour mener des campagnes politiques. Mais de telles initiatives politiques micro-ciblées franchissent souvent les frontières floues de la campagne électorale et de la manipulation des électeurs. Alors que les méga données offrent aux partis politiques une meilleure compréhension de l'électorat et de leurs besoins immédiats, elles ont été utilisées à maintes reprises à des fins purement politiques pour inciter à la peur et à la haine fondées sur l'anxiété et l'incertitude. Bien que les médias sociaux et les méga données puissent être utilisés pour impliquer davantage de personnes dans les discussions politiques, ils peuvent aussi être utilisés pour empêcher les discussions et les débats fructueux.

L'innovation technologique rapide sous forme de robots, d'intelligence artificielle, de profilage psychométrique, de collecte de données en temps réel, etc. rend difficile le rattrapage des régulateurs pour assurer équité et équilibre dans les campagnes politiques. Cela se complique avec la collecte et l'utilisation opaque des données. Il y a également peu de réglementation sur la propriété des données et les vendeurs de données.

Les électeurs plus âgés, les électeurs du millénaire ou génération Y (une personne ayant atteint l'âge adulte vers l'an 2000), et les électeurs de la génération Z (nés entre 1995-2009) sont des groupes complètement différents. Les électeurs de la génération Z sont les plus vulnérables et souvent les plus ignorés. Mais leur engagement politique dépend de leurs habitudes de vote lors des deux premières élections de leur vie. Leurs émotions sont mises à rude épreuve par les médias sociaux et ils sont confrontés à une désinformation de

masse, leur attention étant attirée par des contre-campagnes alimentées par des robots.

Les médias sociaux ont amené la politique à nos portes et dans notre vie quotidienne. Nous passons d'événements périodiques de la démocratie, comme les élections générales qui ont lieu tous les 4/5 ans, à l'information politique quotidienne, à la mauvaise information et à la propagande. Il est par conséquent impératif d'investir davantage pour une pensée critique et une meilleure éducation aux médias si l'on veut que les processus politiques génèrent le dialogue et la confiance. Ce n'est qu'alors que nous pourrions garantir un meilleur engagement des électeurs, car de nombreux millénaires sont réticents à voter et au discours politique dans son ensemble.

Les participants au laboratoire ont débattu de la manière dont les méga données affectent la démocratie et de la manière dont les citoyens peuvent être sensibilisés à ses abus possibles. Ils ont également étudié les règlements possibles pour garantir le droit à la vie privée en ligne.

### A propos des initiatives

Next Generation Engagement Through Direct Grassroots Investment, Etats Unis

La génération Y est le plus grand groupe générationnel d'Amérique. Cependant, seule la moitié des électeurs admissibles âgés de 18 à 29 ans ont voté lors de l'élection américaine de 2016. Ce désengagement est en grande partie dû à la désaffection délibérée des millénaires pour la politique électorale. Par conséquent, la mission de cette initiative est d'impliquer la génération Y dans le processus politique par le biais de collectes de fonds à la base ou "l'investissement direct de la base".

L'utilisation efficace d'outils de médias sociaux en ligne par les partis politiques pour leurs campagnes est censé encourager les millénaires à s'impliquer davantage dans les processus politiques et décisionnels. Selon le présentateur, il faut s'adresser aux jeunes générations en utilisant leurs

moyens de communication, à savoir les médias sociaux, et non pas les médias conventionnels. 30 % des millénaires dans le monde sont contre les gouvernements et ne leur font pas confiance. Une stratégie clé de cette initiative consiste à rendre l'engagement politique plus amusant en organisant des activités de collecte de fonds abordables offrant un niveau élevé d'occasions de réseautage. Cela incluait la participation de célébrités à des événements publics et à des activités d'interaction avec les jeunes afin d'en faire un média social. Dans plus de 20 événements organisés dans 10 villes, M. Kessler a recueilli plus de 270 000 USD pour la Campagne de Hillary Clinton. A Philadelphie, la participation aux primaires a augmenté de 279% grâce à une telle initiative.

### Points clés des débats

L'engagement des jeunes et les médias sociaux dans la propagande politique. Les jeunes, tels que les millénaires, ont divers niveaux de connaissances politiques et sont plus vulnérables à la propagande informatique qui déclenche leurs émotions plutôt que leur raisonnement. Les médias sociaux peuvent être facilement utilisés pour polariser les gens, en particulier pour provoquer la peur, inciter à la haine et susciter la méfiance. Bien qu'il soit important d'impliquer les jeunes dans les médias sociaux, cela ne signifie pas qu'ils s'engagent dans un véritable dialogue. Ce ne sont pas les militants des médias sociaux qui descendront dans la rue pour de véritables luttes politiques. Il est donc fondamental d'engager des militants en ligne dans le militantisme hors ligne.

La réglementation de la publicité politique, la promotion du pluralisme et du dialogue, ainsi que la rupture des "bulles" des médias sociaux et de la propagande des médias sociaux, constituent des défis majeurs. L'Allemagne offre un exemple positif d'un pays dont la législation oblige les entreprises de médias sociaux à retirer le contenu des discours de haine dans les 24 heures. En d'autres termes, la dimension intergénérationnelle est considérée comme un élément clé pour une meilleure compréhension des processus politiques : les partis n'investissent pas dans la "Génération Z", alors qu'ils le devraient, puisque leurs opinions politiques et leur niveau d'engagement se développent au cours des deux premières élections de leur vie. En Irlande, par exemple, des lycéens âgés de 14 à 18 ans ont assisté à des sessions parlementaires pour discuter de questions environnementales.

Propriété des données, transparence et implications éthiques. La technologie évolue rapidement (robots, intelligence artificielle, profilage psychométrique, collecte de données en temps réel, etc.). L'absence de réglementation nuit à l'équité et à l'équilibre dans les campagnes politiques. Cela est rendu plus difficile par la collecte et l'utilisation opaque des données, ce qui affecte négativement la démocratie.

Le cas des entreprises qui achètent des données auprès de courtiers en données pour cibler des groupes d'électeurs donne pose de sérieux défis en termes de transparence et de propriété des données. L'utilisation des données pour évaluer les personnes (comme dans le contexte du système chinois de crédit social) pose également des problèmes éthiques. Les données sont massivement disponibles et peu coûteuses, ce qui rend très facile de générer de grandes quantités de fausses informations. Les gros titres "Clickbait"(piège à clic) de fausses nouvelles en sont un exemple, détournant l'attention des médias traditionnels. Tous les médias, aujourd'hui, vendent des données, y compris celles émanant des téléphones, GPS, réseaux wifi et systèmes de billetterie du métro. Parmi les derniers développements technologiques qui soulèvent de sérieuses préoccupations éthiques, la reconnaissance faciale, où les entreprises détentrices de données peuvent cibler les utilisateurs en fonction de leur humeur psychologique en temps réel, est la plus controversée.

### Recommandations

- ✓ Renforcer la pensée critique et améliorer l'éducation aux médias afin de susciter le dialogue, la confiance et une plus grande participation électorale (surtout chez les jeunes générations) ;
- ✓ faire éclater les "bulles" des médias sociaux pour faciliter la contamination des opinions opposées dans le spectre politique ;
- ✓ lier les "débats" des médias sociaux aux débats offline pour une information plus précise et un échange plus approfondi ;
- ✓ Investir dans la "Génération Z" (c'est-à-dire les personnes nées après 2000), car leurs opinions politiques et leur niveau d'engagement se développent au cours des deux premières élections de leur vie.

## Lab 13 – Education civique – dans quelle mesure renforce-t-elle la capacité à la résilience face au populisme ?

### Modérateurs:

M. Irakli GIVIASHVILI, Ambassadeur, Représentant permanent de la Géorgie auprès du Conseil de l'Europe  
M. Bakary FATTY, Gambie, Secrétaire administrative du Parlement national des Jeunes de Gambie

### Initiative:

Les démocraties ont besoin de démocrates (Allemagne) présentée par M. Ludger GRUBER, Fondation Konrad Adenauer, Directeur *ai* pour la formation politique

### Intervenants:

Mme Konstantina E. BOTSIOU, Grèce, Directrice générale à l'Institut Konstantinos Karamanlis pour la démocratie

M. Boriss **CILEVIČS**, Lettonie, Député, membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

M. Augustine MAGLOWONDO, Pays Bas, Institut néerlandais pour la démocratie multipartite c/o Centre pour la démocratie multipartite au Malawi

### Le laboratoire en bref

L'éducation civique est un outil important que les sociétés et les institutions peuvent utiliser pour lutter contre la montée des gouvernements autoritaires ou des mouvements populistes. Elle consiste à développer la pensée critique des citoyens afin de permettre à chacun de comprendre les différentes situations politiques et de prendre position dans celle qui est considérée comme la meilleure, non pas par consensus général mais sur la base d'un raisonnement efficace.

En résumé, l'éducation civique est l'étude des droits et des responsabilités liés à l'exercice de la citoyenneté, y compris une compréhension des opérations gouvernementales. C'est le sujet qui fait prendre conscience aux citoyens de leur rôle dans la société et les aide à s'impliquer dans le système de décision politique. Par conséquent, il aide le gouvernement à être plus efficace.

Dans cette optique, le format des programmes d'éducation civique et politique doit être adapté aux différents contextes nationaux.

Le but du laboratoire est de comprendre si une décision générale d'introduire ou d'autonomiser ce type d'éducation pourrait protéger les citoyens des croyances générales et de la propagation des mouvements qui sont contre les institutions démocratiques.

### A propos de l'initiative

Education politique - Fondation Konrad Adenauer (Allemagne)

L'éducation civique était indispensable à la construction d'une démocratie libérale en République fédérale après 1945 et en Allemagne réunifiée après 1989. S'il existe un lien immédiat avec l'expérience du pouvoir totalitaire à ses débuts, l'éducation civique est aujourd'hui confrontée à de nouveaux défis, en particulier la montée de l'extrémisme politique, comme en témoignent les dernières élections. Une telle réalité rend nécessaire de relier politiciens et citoyens par l'éducation. L'éducation civique donne en effet aux citoyens des outils pour percevoir les changements politiques et comprendre la situation actuelle. Le modèle allemand d'éducation civique est une approche globale :

- Formation politique dispensée par l'Etat dans les écoles;
- Education politique apprise dans la société civile;
- Formation civique dispensée par l'église;
- Éducation civique dispensée par des organismes fédéraux et régionaux;
- Formation politique dispensée par les fondations.

La première, qui devrait être la première et la plus facile à mettre en œuvre, n'est pas suffisamment fournie, c'est pourquoi l'éducation civique doit être décentralisée, afin qu'elle puisse être non orientée et variée. En Allemagne, plusieurs fondations se concentrent sur ce sujet, utilisant différents outils et idées pour attirer les jeunes. L'initiative "Smart

Camps" n'est qu'un des projets mis en œuvre par la Fondation Adenauer. Elle repose sur l'idée que les réseaux sociaux peuvent être utilisés pour diffuser des valeurs politiques et civiques. Au cours de ces camps de 3 à 4 jours, les élèves ont la chance de rencontrer des experts, comme des blogueurs et des étudiants, et de créer eux-mêmes une campagne anti-populisme, en apprenant à utiliser les outils numériques et les réseaux sociaux de manière professionnelle. Les enseignants peuvent également participer à ces activités afin de capitaliser sur ces outils et informations pour leurs activités d'enseignement.

### Points clés des débats

Des stratégies éducatives pour faire face au défi populiste. Tous les efforts d'éducation entrepris pour lutter contre le populisme doivent d'abord se concentrer sur les sentiments que suscite le populisme (par exemple, le fait que les individus ne se sentent pas représentés, etc.). Le projet européen est né de la seconde guerre mondiale, fondé sur l'idée que le bien-être doit être garanti à tous et sur le principe du respect des minorités. C'est donc la stratégie de faire d'inclusion de tous les citoyens qui a permis de construire des sociétés démocratiques. Le populisme tente de saper cette histoire et ces souvenirs. Dans cette perspective, l'éducation civique doit être étroitement liée à l'histoire, en sensibilisant à l'importance d'un passé commun. En outre, le populisme doit être combattu avec les mêmes outils, en particulier par le biais des médias (par exemple en se concentrant sur les fausses nouvelles, la pensée critique, etc.). Les médias européens tendent à être trop homogènes, et ce manque de diversification n'est pas bon en matière d'éducation. Une plus grande diversification des médias doit être envisagée, y compris la construction de nouveaux récits. L'éducation doit non seulement cibler les citoyens, mais aussi les élites dirigeantes afin qu'elles soient mieux à même de gouverner et de communiquer avec leurs citoyens.

Pour éviter le symbolisme et toute approche rhétorique, les objectifs de l'éducation civique doivent être précisés à l'avance, faute de quoi ces efforts d'éducation pourraient facilement reproduire des contenus populistes. Dans cette perspective, les partis populistes ne sont pas le principal danger : les grands partis, qui s'adressent aux citoyens de façon rhétorique, pourraient paraître encore plus dangereux.

Conditions préalables à une éducation civique efficace. L'éducation civique peut jouer un rôle

efficace pour rendre les sociétés plus résilientes au populisme, si les éléments suivants sont pris en considération :

1. Comprenons-nous le concept d'éducation civique? L'éducation politique et civique est en effet utilisée de la même manière, mais l'éducation civique est davantage axée sur des actions de sensibilisation.
2. Qui l'enseigne ?
3. Comment est-elle enseigné ? En fait, la fondation Adenauer semble s'adresser à un seul type de public, les jeunes.
4. Qui réglemente l'éducation civique? Qui fixe les normes et les conditions ? Ne fonctionne-t-elle que dans les États démocratiques progressistes?
5. Dans quels contextes est-elle enseignée ? Par exemple, en cas de chômage des jeunes, comment s'assurer que le public ciblé peut mettre en pratique les compétences promues par l'éducation civique ?

L'éducation civique n'est pas la panacée au populisme, mais nous devons nous préparer à affronter des problèmes tout aussi complexes. Souvent, il s'agit d'une approche qui ne vise que les groupes cibles faibles, mais elle doit s'adresser à tout le monde. Le populisme rend les gens paresseux, car il les amène à blâmer passivement les institutions sans adopter une attitude proactive pour faire changer les choses. L'ensemble du système éducatif doit changer, car le système actuel repose sur un apprentissage passif et non sur des compétences transversales clés.

L'éducation civique, un effort commun. L'éducation civique n'est pas seulement de la responsabilité des institutions publiques. Les participants au laboratoire ont convenu qu'un rôle important est également joué par les réseaux privés, comme les organisations religieuses, et par les familles elles-mêmes. En d'autres termes, l'éducation civique n'est pas une matière isolée, mais une approche globale, dont l'objectif principal est d'enseigner aux individus à être plus créatifs et à développer des capacités de pensée critique pour remettre en question de manière efficace et constructive leur propre environnement politique et social.

## Recommandations

- ✓ Développer une compréhension globale de l'éducation civique grâce à la participation conjointe des institutions, des jeunes, de leurs familles et de leurs communautés de tous les groupes sociaux ;
- ✓ Adapter l'éducation civique et, d'une manière générale, l'éducation à chaque contexte afin d'identifier des solutions concrètes avec des messages simples aux problèmes urgents et réels, proches des besoins des gens ;
- ✓ Identifier des responsabilités claires, notamment, qui formate les cours ? et qui les dispense ?, faute de quoi l'Etat pourrait facilement les instrumentaliser.